

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE
IEUDI 13 FEVRIER 1969
N° 399. 1.50 F



- Luttes ouvrières**
4. Crise à Sud-Aviation
Denise Franck
5. La représentativité des syndicats
Jacques Ferlus
- Luttes étudiantes**
- 6-7 L'université en proie aux élections
Robert Chapuis
- Vie agricole**
- 9-10 Le plan Mansholt
Jacques Malterre
- 11-12 Pour une agriculture socialiste
- Luttes internationales**
- 13 Espagne : Au nom de leurs intérêts
Marc Echeverry
14. U.S.A. : Le gendarme se déguise
Henri Beley
- VI^e Congrès**
15. Tribune libre : Sur la Société socialiste à construire
Maurice Combes
- Vie militante**
16. Le P.S.U. au microscope
Philippe Guyot
- Vie culturelle**
17. La révolution et l'Etat : Interview d'Henri Lefebvre par
Jacqueline Giraud
20. Les communistes italiens au carrefour.
Jean-Marie Vincent

LA F.N.E.F. DÉCIDE DE JOUER LE JEU

Les élections toujours

Ce titre de « Paris-Presse » est, pour une fois, fondamentalement juste. Il est strictement vrai que la F.N.E.F. joue le jeu. Le jeu du pouvoir et du capitalisme français, bien entendu.

On pourrait avoir des doutes, et nous trouver trop délibérément polémiques. Mais nous sommes d'un naturel prudent. Nous savons ce que nous disons, et le prouvons.

Voici la lettre envoyée par la direction de la F.N.E.F., à un certain nombre de P.-D. G. de grandes sociétés françaises.

fnef
FÉDÉRATION NATIONALE
DES ÉTUDIANTS DE FRANCE
120, rue Notre-Dame-des-Champs, PARIS-6^e
MÉD. 30-73
C.C.P. Paris 18 458 54

Paris, le 14 Janvier 1969

Monsieur le Président,
Vous avez certainement pu prendre connaissance de l'existence et de l'activité de la Fédération Nationale des Étudiants de France. Notre mouvement agit depuis 1961 pour faire prévaloir un syndicalisme étudiant libre et indépendant politiquement.

Les efforts incessants déployés depuis plusieurs années par les responsables de nos associations, dans la quasi-totalité des Universités de province, ainsi que dans les différents centres parisiens, ont permis des progrès importants, de même qu'une reconnaissance officielle par les autorités universitaires et les pouvoirs publics. C'est ainsi que l'on pouvait estimer à environ 40% la représentativité de la F.N.E.F. avant les événements du printemps. Les résultats des pré-élections du mois de décembre sont généralement assez flatteurs pour les listes F.N.E.F.

Cependant, et compte tenu de la proximité des prochaines élections étudiantes, nous ressentons la nécessité de moyens matériels et financiers nouveaux, permettant d'assurer l'indépendance du mouvement et de s'opposer avec efficacité aux organisations extrémistes.

C'est pourquoi nous avons pensé qu'il était nécessaire et possible de faire appel à votre générosité.

Persuadés que vous saurez comprendre l'importance du combat que nous menons, et vous remerciant par avance, nous vous assurons, Monsieur le Président, de nos très distingués sentiments.

Le Trésorier,

B Monnin

Bernard MONNIN

Le Président,

Jean-Luc Greau

Jean - Luc GREAU

tribune
socialiste

Directeur Politique
Christian Guerche

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Comité de Rédaction

Henry Beley, André Bielany, Jacques Buthiers, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonnes, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Gilbert Hercet, Michel Johan, Alain Malory, Claude Rendel, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire, Dominique Yvoire.

Maquette

Claude Picart

Publicité

Jean-Claude Gillet

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction :
81, rue Mademoiselle
Paris (15^e). Tél. : 306-22-60

Administration
et Publicité :
54, Bd Garibaldi
Paris (15^e)

Tél. : SUF. 19-20

Le présent numéro est tiré
à 26.000 exemplaires.

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

Publicité générale
au Siège
de l'administration

S.A.I.E.M 61, rue du Faubourg-
Poissonnière, Paris-9^e

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

Un seul combat

Jacques Malterre

L'accord national sur la sécurité de l'emploi signé le 10 février et le plan Mansholt posent chacun à leur manière le problème du plein-emploi dans une société dominée par les lois capitalistes.

La Commission du Marché commun annonce très publiquement et très brutalement que dans les prochaines années cinq millions de travailleurs de la terre devront quitter la production agricole et qu'une grande partie d'entre eux auront à chercher un emploi dans les autres secteurs d'activité. Mais elle ne précise pas quelles sont les chances qu'ils auront de trouver effectivement une place dans une société industrielle où une menace permanente plane sur ceux qui y sont déjà intégrés. Elle n'explique pas pourquoi il y a lieu d'établir un programme décennal de transformation de l'agriculture alors que rien n'est prévu pour assurer l'expansion dans le plein-emploi de l'industrie et des services.

C'est sans aucun doute parce que si le capitalisme entend que l'agriculture comme la formation des hommes et leur conditionnement culturel soient solidement subordonnés à ses besoins, en revanche dans son domaine principal d'activité, là où se développent la puissance et la richesse des firmes privées, il compte bien rester maître de ses décisions et ne subir aucune orientation qui, de l'extérieur, pourrait venir contrarier ses desseins.

De plus en plus au nom de l'équilibre monétaire, de la concurrence internationale, de l'expansion des secteurs de pointe il arrache à la collectivité des aides financières et des abandons de dépenses sociales mais en même temps il rejette les politiques économiques et les règles de planification destinées à assurer le plein-emploi.

Cette constatation nous a amené, au P.S.U., à mettre très souvent au 1^{er} rang de nos préoccupations et de nos revendications l'objectif de plein-emploi. D'abord parce que le chômage est la tare la plus scandaleuse et la plus visible du capitalisme mais aussi parce que la lutte dans le domaine de l'emploi est celle qui peut le mieux faire prendre conscience à l'ensemble des travailleurs de leur solidarité réelle face au régime capitaliste.

Il était normal qu'au cours des luttes de mai et de juin, comme cela avait déjà été le cas dans plusieurs grèves d'avant mai, le problème de la garantie d'emploi fût posé avec force par les travailleurs. Le refus

obstiné du patronat d'ouvrir des discussions sérieuses sur la formation permanente comme facteur de défense des salariés était une des causes de la fameuse occupation des locaux du CNPF par des groupes de cadres contestataires.

Bien que le mouvement de mai ait échoué à renverser le pouvoir monarchique du patronat, la peur provoquée par cette explosion de colère a tout de même porté quelques patrons plus éclairés à faire des concessions. Après l'extension du droit syndical ils ont imposé à leurs troupes conservatrices la signature d'un accord qui représente un succès réel des forces syndicales.

Disons tout de suite qu'étudier l'emploi dans des commissions paritaires, avertir à l'avance les comités d'entreprise qu'il va être procédé à des licenciements ; accorder des primes en cas de pertes de salaire après reclassement, ce n'est pas garantir les travailleurs contre la menace du chômage. Au moment où le plan d'austérité, application nouvelle de la politique de stabilisation, risque de provoquer une nouvelle remontée du chômage le pouvoir a certainement voulu atténuer les conséquences fâcheuses de sa politique, tout comme il l'avait déjà tenté avec les ordonnances sur l'emploi d'août 1967 et avec l'accord interprofessionnel de février 1968 sur l'indemnisation du chômage partiel.

Le texte qui vient d'être signé n'apporte rien de très concret, ni de très substantiel ; le patronat pourra largement en faire l'usage qu'il voudra mais au moment où de nouveaux nuages s'amoncellent les organisations syndicales ont fait usage de leur force pour se prémunir contre les plus graves dangers.

Elles ont aussi imposé des principes qui peuvent amorcer bien des batailles futures.

De même que l'application de l'échelle mobile, dans notre esprit, pourrait être utilisée pour développer progressivement un contrôle des travailleurs sur la formation des prix et pourrait finalement obliger patronat et gouvernement à changer de politique économique faute de pouvoir reprendre les hausses de salaires par des hausses de prix ; de même la définition d'une politique active de l'emploi, suivant la conception judicieuse de F.O. devrait aboutir à une remise en cause de ces fameuses priorités — équilibre monétaire, expansion des industries de biens exportables — qui finalement se retournent contre l'intérêt des travailleurs et contre la satisfaction des be-

soins les plus réels ainsi que l'a souvent montré la C.F.D.T.

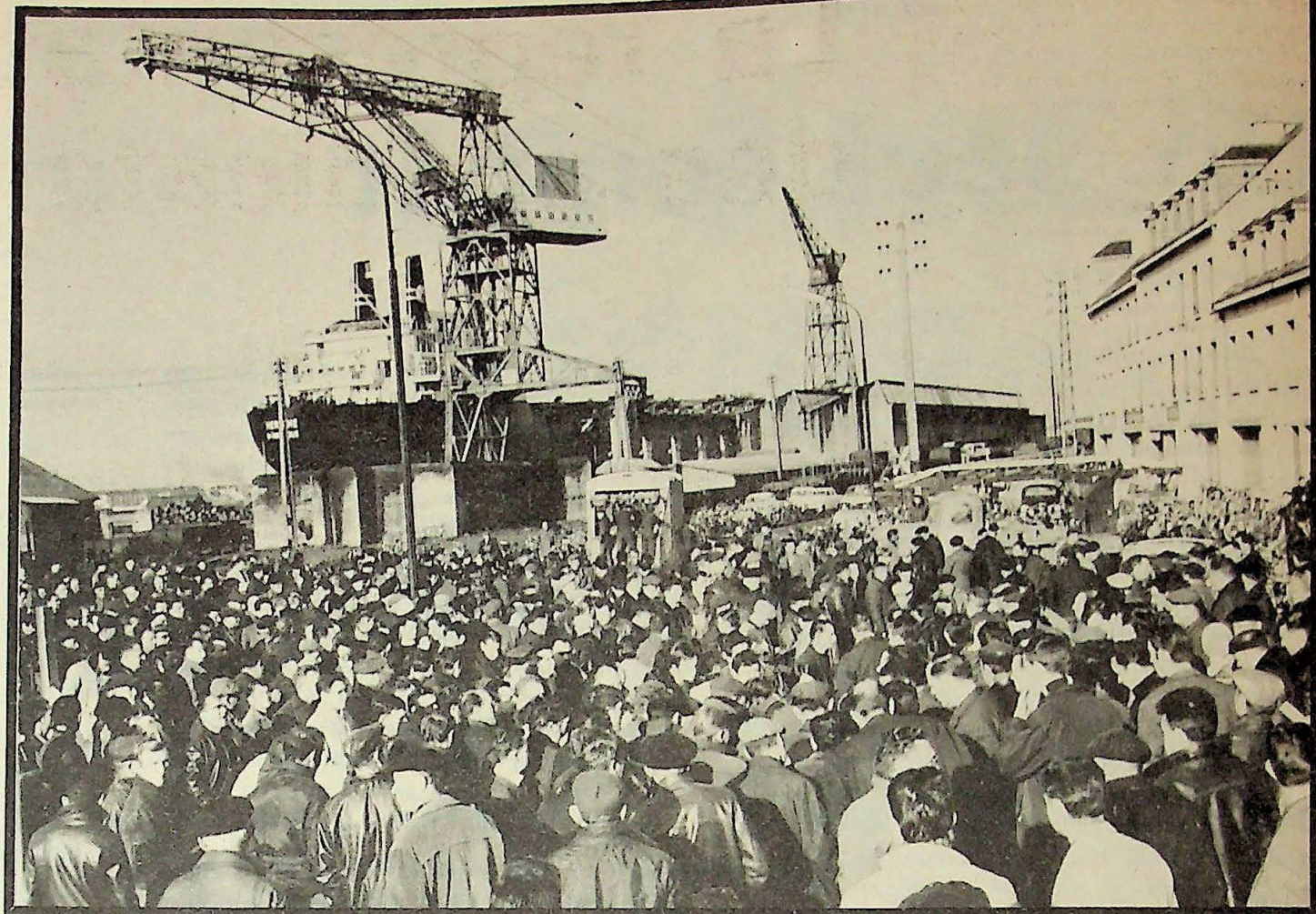
Ce n'est donc pas un hasard, si divisés quant aux stratégies et aux priorités d'objectifs, que les trois centrales syndicales ont pu assez facilement faire converger leurs efforts pour arracher cet accord aux délégués patronaux. Mais il ne sera vraiment utile que si l'usage qu'elles feront des droits nouveaux permet de dépasser le stade actuel. Elles en ont la possibilité.

Les commissions paritaires de l'emploi prévues par l'accord examineront la situation de l'emploi et feront des prévisions : voilà une belle occasion de faire tomber la lourde chappe d'ignorance qui recouvre ces problèmes et de faire apparaître la réalité dans toute sa violence, occasion aussi d'obliger les maîtres de l'économie à révéler leurs intentions, à démasquer leurs projets.

Les débats des comités d'entreprise, informés un peu à l'avance (oh pas beaucoup !) pourront désormais prendre plus de consistance. L'octroi de primes en cas de pertes de salaires pourra aussi faire réfléchir les patrons avant d'engager à la légère des opérations « rentables ».

Dans ces différentes directions c'est progressivement la liberté de décision qui sera remise en cause ; mais il est clair que dans le cadre d'une politique de croissance capitaliste les choix des chefs d'entreprise sont conditionnés par la logique du profit et la contrainte de la concurrence ; au-delà de ces mises en question c'est donc bien toute l'orientation des choix nationaux qui sera abordée : que les centrales syndicales aient fait leur travail en apportant un moyen de défense supplémentaire aux travailleurs n'enlève rien à la responsabilité d'un régime et d'un pouvoir politique incapables d'assurer le plein-emploi et la formation en permanence.

Mieux défendus, les travailleurs des usines et des bureaux comme ceux de la campagne n'en restent pas moins impuissants à maîtriser collectivement leur travail et leur production pour en tirer un usage collectif adapté à leurs vrais besoins. C'est bien aux partis politiques qu'il revient à définir les moyens et les objectifs d'un changement plus décisif, c'est à eux en liaison avec les organisations des travailleurs qu'il appartient de dépasser les mots d'ordre de défense, d'utiliser les acquis, de proposer de nouvelles orientations pour assurer enfin le vrai pouvoir des travailleurs des villes et des campagnes.



Collombert

Crise à Sud-Aviation

Denise Franck

En mai 1968, ce furent les travailleurs de Sud-Aviation de Nantes-Bouguenais qui les premiers partirent en grève. La lutte menée sur l'ensemble de la Société permit d'arracher un certain nombre d'avantages.

Ceux-ci sont remis en cause par la Direction générale qui prend comme arguments : la situation financière et la baisse des charges de travail.

Depuis quelques mois, Sud-Aviation se trouve dans une situation critique :

— Caravelle arrive en fin de fabrication.

— Concorde subit de nouveaux retards — dus aux difficultés techniques posées par les performances recherchées.

— L'Airbus, dont on parle depuis 5 ans est constamment remis en question.

— Les autres fabrications (hélicoptères, fusées), réparations et sous-traitances sont insuffisantes.

Devant l'insistance des organisations syndicales à faire connaître la situation (Toulouse, St-Nazaire, Bouguenais, Suresnes, ont fait des conférences de presse ou des débrayages), le P.D.G. M. Henri Ziegler a réuni le Comité Central d'Entreprise le 6 février.

Ses positions ont été nettes :

— Seul l'Airbus — A-300 B — peut procurer du travail à S.A. Si en fin février la décision de lancement n'est pas prise, c'est 10.000 licenciements à court terme.

— Dans l'immédiat, réduction d'horaires de travail dans tous les établissements allant de 0 h 30 à 1 h 30 hebdomadaire, soit une perte de pouvoir d'achat de 2,5 à 4 %.

— Abandon du travail aéronautique à Rochefort — 600 travailleurs — dans le cadre de la concentration de l'industrie.

Voilà la « participation » proposée par M. Ziegler qui se dit « patron de combat pour le redressement de Sud Aviation ». Son ambition : rétablir la compétitivité de la société sur le plan mondial. Objectif dit-il qui ne peut être atteint sans efforts, sacrifices et coopération de tous. Quel beau programme digne d'être offert en exemple à l'ensemble des salariés du pays par la V^e République qui a justement placé M. Ziegler à la tête de S.A., Société nationalisée ; elle rapporte à l'Etat des dividendes, résultats de ses productions bénéficiaires dont 50 % sont exportées.

Mais elle concurrence aussi les sociétés privées, notamment Dassault qui a les faveurs et les appuis du Gouvernement, dans le domai-

ne militaire, mais aussi civil (Mystère 20, sous-traité à 50 % à S.A. et ressemblant au Mini-Caravelle, jamais lancé. Mercure concurrent direct de la Caravelle 12, etc.)

Il ne s'agit pas d'opposer les travailleurs de Dassault et de S.A. Tous ont droit au travail. Constatons seulement que le Gouvernement par ses choix et ses crédits permet à Dassault d'acquiescer des contrats avantageux dans l'industrie aéronautique étrangère (Belgique, Italie, Allemagne, U.S.A.)

Sud-Aviation se vante d'être la 1^{re} société européenne de construction aéronautique, le restera-t-elle longtemps ? Sous le prétexte de rentabilité, concurrence et de concentration des moyens de production, le gouvernement a choisi de s'attaquer aux secteurs publics et nationalisés.

Après Rochefort qui disparaît de S.A., St-Nazaire-Bouguenais, Carne se demandent si bientôt ce ne sera pas leur tour.

La crise actuelle était prévisible. Toute l'industrie aéronautique est touchée.

Le V^e Plan prévoyait 12 à 15.000 licenciements entre 68 et 70.

Même le Gal Puget en 1964, ancien P.D.G. de S.A. prévoyait le creux actuel.

Toutes les organisations syndi-

cales ont rappelé depuis longtemps et à maintes reprises, leur volonté de voir s'établir un plan à long terme d'aviation civile, doté de crédits appropriés et assortis de la nationalisation de toute l'industrie.

— En ne permettant pas la poursuite des études et du lancement des moyens-courriers adaptés à l'évolution des transports...

— En favorisant l'industrie privée et l'emploi d'appareils étrangers...

En plaçant à la tête de ces sociétés des hommes à sa dévotion ;

Le Gouvernement porte la responsabilité sans équivoque de la situation actuelle.

Les travailleurs ne doivent en aucune manière subir les conséquences d'une telle politique.

Les organisations syndicales demandent que la réduction d'horaires applicable au 17 février soit compensée intégralement. Cette perte de pouvoir d'achat vient encore s'ajouter aux 6 à 8 % de perte subie depuis juillet 68 par l'augmentation du coût de la vie.

Des mesures immédiates s'imposent, réclamées par les organisations syndicales :

— Lancement de l'Airbus - A-300 B.

— Pré-retraite pour toute la société à 60 ans.

— Harmonisation des horaires avec compensation des ressources garantissant l'emploi dans chaque établissement.

— Opposition à tout licenciement.

— Maintien de Rochefort dans Sud-Aviation.

Ces objectifs semblent prioritaires.

Le Gouvernement a le choix entre le chômage et l'expansion.

Les travailleurs de S.A. avec leurs organisations syndicales pourraient lui répondre.

Seule leur action doit leur permettre de préserver leur emploi et de conserver le pouvoir d'achat acquis en juin 1968. □

La représentativité des syndicats

Jacques Ferlus

Le problème de la représentativité des syndicats est souvent abordé. A tort nous semble-t-il, un grand mystère plane sur le nombre exact des adhérents à chacune des centrales, une invraisemblable ambiguïté subsistant entre les cartes placées et les cartes délivrées par les trésoreries des confédérations.

On pouvait espérer que les résultats des élections professionnelles rassemblées donneraient une plus juste mesure des choses. Hélas ! peu de travaux leur ont été consacrés ! Ils commentent cependant, et les chiffres qu'ils révèlent sont loin de manquer d'intérêt. C'est pour cela que nous les consignons.

Lorsque dans une entreprise les salariés sont appelés à élire leurs représentants au Comité d'Entreprise ou à la délégation du personnel, les résultats du vote sont transmis à l'inspection du Travail. Il suffirait que ces résultats soient centralisés et dépouillés pour connaître la représentativité de chaque centrale syndicale.

Hélas ! rien de tout cela n'existe ! Depuis la suppression des élections des administrateurs à la Sécurité sociale et aux Allocations familiales (dernière consultation en 1962) on ne connaît plus de pourcentages de représentativité auxquels se référer.

Ce qui permet au gouvernement d'accorder à la C.F.T.C. de Joseph Sauty la même importance qu'aux autres confédérations.

Fort heureusement, quoiqu'avec beaucoup de retard, le ministère des Affaires sociales s'est livré à une étude sur les résultats aux élections des Comités d'Entreprise pour l'an-

née 1966. Cette enquête, même si elle ne nous donne que des chiffres vieux de deux ans, est intéressante. Signalons toutefois qu'elle ne porte que sur le sixième des entreprises et le tiers des salaires couverts par la loi sur les Comités d'Entreprise.

Voici les chiffres révélés par cette enquête :

	1 ^{er} Collège		2 ^e Collège	
	Voix	%	Voix	%
C.G.T.	512.821	57,8	45.091	21,3
C.F.D.T.	168.389	19,0	41.930	19,8
F.O.	70.760	8,0	17.283	8,2
C.F.T.C.	19.789	2,2	7.008	3,3
C.G.C.			45.894	21,7
Divers	26.441	3,0	11.756	5,5
Non-syndiqués	88.937	10,0	43.028	20,2

Bien que très partiels ces résultats fournissent des éléments intéressants. En premier lieu ils confirment la grande influence de la C.G.T. qui totalise la moitié des voix. F.O. se trouve placée à la troisième position des grandes centrales et recueille moins de voix que les « non-syndiqués ». Les résultats de ces derniers sont d'ailleurs assez inattendus.

Mais pour que ces chiffres constituent une démonstration irréfutable, il faudrait les analyser par branches d'activité, régions et par catégories d'entreprises (nombre de salariés). Les influences syndicales ne sont pas les mêmes partout.

Dans le deuxième collège (cadres) l'addition des voix C.G.T.-C.F.D.T.-F.O. fait revenir 50 % des suffrages aux confédérations ouvrières. La C.G.C. ne recueille que 21,7 %. Il

faut remarquer que les quatre premiers classés ont un pourcentage à peu près identique. Quant aux syndicats indépendants et à la C.F.T.C. ils n'apparaissent pour ainsi dire pas.

Dans le deuxième tableau nous comparons les résultats globaux (1^{er} et 2^e collège) de l'enquête du ministère à ceux publiés par la Fondation Nationale des Sciences politiques et ceux de la Fédération C.F.D.T. de la Métallurgie.

L'enquête des « Sciences politiques » a été réalisée en 66-67 sur les 45 entreprises françaises occupant le plus grand nombre de salariés. Celle de la C.F.D.T. est la plus sérieuse des enquêtes syndicales en la matière. Elle concerne 55 % des salariés de la métallurgie répartis dans 655 entreprises dont 114 dans lesquelles la C.F.D.T. n'est pas présente.

	Affaires Sociales		FONDATION SCIENCES PO				C.F.D.T. Métallurgie	
	Voix	%	S. Privé		S. Public		Voix	%
			Voix	%	Voix	%		
C.G.T.	557.912	50,8	234.400	55,4	363.734	59,1		55,09
C.F.D.T. ..	210.319	19,1	106.118	24,9	97.743	15,8		29,23
F.O.	88.043	8,0	28.909	6,8	65.225	10,6		6,72
C.F.T.C. ..	26.797	2,4	3.657	0,8	40.509	6,5		3,38
C.G.C. (1) ..	45.894	4,2	19.206	4,5	15.211	2,5		
Divers	38.197	3,5	26.081	6,1	31.101	5,0		5,56
Non syndiqués	131.965	12,0						

(1) Le faible pourcentage de la C.G.C. s'explique par le fait qu'elle n'est présente que dans le 2^e collège.

Si les pourcentages de ces diverses enquêtes sont différents (ce qui s'explique par la diversité des consultations), le « classement » reste le même et le rapport de force sensible-

ment identique.

Faute de références plus exactes, on peut donc considérer ces tableaux de représentativité comme relativement conformes à la réalité. □



Le CLUB JEUNESSE et CULTURE
vous invite au
SKI EN TCHÉCOSLOVAQUIE

Prochains séjours
530 F
comprenant

2 mars - 9 mars

— Voyage par avion Orly - Orly
— Tour de ville à Prague
— Transfert aux Monts des Géants

— Pension complète en chambre à deux lits
— Location et cours de ski, remontées mécaniques
— Rencontre avec la jeunesse tchécoslovaque.

Renseignements et inscriptions : 11, rue Vernier, Paris (17^e) - Tél. : 380-73-38
(Pas de restriction après la nouvelle législation sur les changes)
Se recommander de « Tribune Socialiste »

L'université en proie aux élections

Robert Chapuis

Les étudiants sont fous : ils obtiennent une réforme et n'en profitent pas. Ils préfèrent l'agitation au travail : c'est la preuve qu'ils n'ont pas besoin de travailler. Des fils et des filles de bourgeois peuvent se payer le luxe de l'anarchisme. Les enfants de la classe ouvrière se tiennent tranquilles, eux : regardez les communistes. Et puis quel exemple pour les plus jeunes ! Voyez les lycéens : le chahut permanent... Il y a des enseignants pour les soutenir ? C'est qu'ils oublient leur métier — ce ne sont plus des éducateurs — ou leur fonction — ce ne sont plus des fonctionnaires — ou leur mission — ils font oublier l'humanisme.

De tels propos sont fréquents et devant la situation dans les lycées et les facultés le scandale est grand dans l'opinion et notamment, il faut le dire, chez les travailleurs.

Le gouvernement l'a compris et en profite. Il fait entrer la police dans les facultés sous l'uniforme de l'Education nationale ; il donne sa revanche au recteur Roche ; il utilise sans aucun frein les pouvoirs discrétionnaires donnés aux recteurs par le décret du 8 novembre pour le secondaire, celui du 13 décembre pour le supérieur ; il mélange les juridictions (administrative, civile, universitaire), exclut de l'Université, abolit les sursis et répand l'habitude des bastonnades, des arrestations, des emprisonnements. L'Université est en état d'exception.

L'information continue d'élever son rideau de fumée dont l'écran est parfois percé : on apprend qu'il y a du sang sur les murs de Nanterre et que l'on y pratique la ratonnade contre les étudiants ; qu'un peu partout on arrête, on exclut au hasard ; que la police s'est renforcée de jeunes chômeurs qui n'ont pas appris à se contrôler et tapent ou tirent (des grenades par exemple) par réflexe. Alors l'opinion prise entre le scandale, la protestation et l'écoeurement ne sait plus qui croire et l'on s'en prend à tout un chacun : au gouvernement, aux gauchistes, au P.S.U., aux leaders étudiants, aux C.A.L., aux autres et parfois à soi-même.

Face à cette situation, le P.S.U. a une lourde responsabilité. C'est en effet le seul parti aujourd'hui qui puisse faire un lien réel entre des étudiants, des enseignants et des ouvriers, entre les luttes universitaires et les luttes sociales, entre le mouvement socialiste à l'Université et le courant socialiste qui commence à s'affirmer dans le pays. De cette responsabilité, chaque militant est aujourd'hui comptable, dans son quartier, son entreprise, son établissement. Et notre rôle sera de faire comprendre et de renforcer les luttes positives qui peuvent se mener. Il nous faut donc tout à la fois agir et expliquer.

Nous devons d'abord expliquer que nous sommes en février 69 et non plus en mai 68. Le puissant mouvement de masse qui s'est transmis

de l'Université au monde du travail a pris naissance dans des conditions bien précises. Nous pensons que, fondamentalement, ces conditions n'ont pas changé : malgré des tentatives, le gaullisme s'est avéré incapable de les modifier, tant en raison de sa base sociale que du régime lui-même. Mais, aujourd'hui, ces conditions ne se présentent plus sous la même forme et avec le même degré de conscience. L'action politique doit savoir correspondre à cette évolution des formes de lutte, sous peine de s'enliser dans des affrontements inutiles ou des combats d'arrière-garde.

La formule de mouvement tend à devenir ambiguë

L'Université s'est écroulée en mai 68 : M. Edgar Faure voudrait faire croire qu'elle laisse place à un chantier de construction. En fait, nous sommes encore devant un champ de ruines et il n'y a aucune place pour bâtir : on le voit bien avec les facultés dites expérimentales (Antony n'a pas été ouvert, l'avenir de Vincennes est compromis, Dauphine restreint ses ambitions).

De ce fait, les conditions objectives du mouvement étudiant se transforment à tel point que la formule même de « mouvement » tend à devenir ambiguë. Dans les lycées, où les institutions traditionnelles ont mieux tenu, il existe peut-être encore un « mouvement lycéen », c'est-à-dire une dynamique qui rassemble en une volonté commune, un langage voisin, une organisation spontanée, un nombre important de lycéens. Mais ce milieu reçoit le contre-coup de l'évolution étudiante et certains risques de désagrégation commencent à apparaître. A partir de ce moment, l'idée de mouvement tend à devenir un mythe qui peut être utile, à condition de le considérer comme tel.

Il existe une tentative de récupération communiste du mouvement lycéen, l'U.N.C.A.L., au nom des « intérêts » lycéens (comme si le poujadisme devait devenir une dimension de l'éducation !) ; il existe une tentative anarchiste venue de milieux étudiants qui se renforce du scandale même qu'elle provoque : on ne parle des lycéens que dans la mesure où ils écrivent sur les murs, créent des incidents ou mettent le feu au lycée... Il ne faut pas raisonner beaucoup pour penser que cette méthode est la meilleure quand on n'en a pas d'autres : a-t-on vu la télévision faire une enquête sur l'action positive d'un C.A.L. ? A-t-on vu la presse donner la parole à des lycéens sérieusement contestataires ? On ne lutte pas contre l'anarchisme en renforçant l'ordre et la répression ; on l'élimine en permettant aux conflits d'éclater au grand jour dans des formes démocratiques. On voit par ailleurs certains des militants du mouvement de mai s'efforcer désespérément d'en reconstituer les formes :

bien des comités tournent ainsi en rond dans l'attente des événements qui permettront la relance. La répression leur donne parfois raison, mais ils tendent ainsi à devenir à leur tour des comités de défense, plus politisés sans doute, mais démunis de moyens, de langage et d'objectifs, dangereusement isolés et mal compris du reste de l'opinion : seuls quelques enseignants peuvent encore leur donner l'ouverture dont ils ont besoin, éviter l'étouffement et ses dangereux soubresauts. Mais ils risquent à leur tour de ne plus être compris. On voit aussi, de plus en plus, des lycéens qui se mettent sérieusement à inventer de nouvelles formes de lutte, avec des objectifs plus clairs et mieux sérieux, dans des actions originales qui savent utiliser les contradictions du système (grâce aux délégués au C.A. à tel endroit, grâce au foyer à tel autre, par l'ouverture du lycée ailleurs, et surtout par l'insistance sur la libre information et la libre expression dans les établissements et dans les cours eux-mêmes). C'est alors que se produit le vrai partage entre les lycéens eux-mêmes, mais surtout entre les parents et les enseignants qui veulent vraiment un changement fondamental et ceux qui se contentent de demi-mesures. La lutte devient plus claire : encore faut-il que pour la mener les lycéens trouvent à leurs côtés des parents et des enseignants progressistes...

Dans les facultés (car les grandes écoles sont restées inébranlées), les bases mêmes du mouvement ont été bouleversées. L'effort pour en conserver les formes tend parfois à cacher le changement qui s'est ainsi opéré. Certains croient maintenir le mouvement en en recréant les formes ; d'autres pensent qu'il faut savoir en changer les formes pour en conserver la nature profonde. Nous sommes de ceux-ci.

Sans doute la répression recrée-t-elle constamment les conditions subjectives du mouvement de mai. Mais il serait dangereux de se laisser enfermer sur le terrain où le pouvoir cherche à isoler les étudiants. En se contentant de réagir à la tactique policière du régime sans définir des objectifs qui leur soient propres ; les étudiants risqueraient vite de perdre leur réalité sociale, celle même qui constitue leur force et a rendu possible en mai-juin le rapport constant entre les luttes étudiantes et les luttes ouvrières.

Une réalité sociale qui doit être analysée

Réalité sociale ? Se confond-elle avec l'origine sociale ? Peut-on croire sérieusement avec le parti communiste que l'Université changera si elle enferme dans son moule davantage d'enfants de la classe ouvrière ? Les luttes corporatives peuvent-elles avoir un rapport quelconque avec la lutte

salariale menée dans les entreprises ? Nous ne devons pas entraîner les luttes étudiantes dans cette impasse. L'Université s'est chargée par l'évolution de notre société comme par la politique du gaullisme d'une réalité sociale que nous devons analyser et comprendre. Ce n'est pas ouvrir ainsi un programme de réflexion mais affirmer la nécessité de luttes significatives : toute l'histoire du mouvement ouvrier apprend en effet que la lutte des classes ne se découvre pas à travers les clubs ou les comités, mais dans la nature même des affrontements. Aujourd'hui, dans l'Uni-

ouvrière. L'illusion qu'un mouvement social pourrait se produire sur cette base est un phénomène chronique, car le projet est fort séduisant pour les intellectuels concernés : déjà, en 1835, Balzac voulait fonder un « parti des intelligents »... Mais il est vrai que ceux qui étudient l'histoire ont souvent la mémoire plus courte que ceux qui la font.

D'autres encore cherchent à retrouver à tout prix le contact avec les travailleurs pour leur redonner le sens de leur mission historique : mais il n'existe guère alors de troisième voie entre le compromis avec la direction

ou des élections dans le cadre des entreprises, telles que le patronat les définit lui-même ?

Il en est de même dans l'Université et c'est ce que beaucoup de travailleurs ne comprennent pas encore, parce qu'ils ont de l'Université cette image traditionnelle que leur tendent tout à la fois leur propre passé, la bourgeoisie et le parti communiste. Depuis dix ans, l'Université a changé, mais aucune image nouvelle ne s'est encore imposée. Alors qu'est-ce aujourd'hui que la réalité universitaire ? Celle de la loi Edgar Faure ou celle que la société capitaliste donne à l'Université ? Celle que souhaitent les universitaires éclairés ou celle que constatent les étudiants ?

Le ministre de l'Éducation nationale est trop bon juriste pour penser que le droit précède le fait. Les élections sont comme la loi d'orientation : elles n'ont pas une signification universitaire, mais politique. Elles s'apparentent ainsi de fort près aux élections de juin 68 : leurs résultats en sont fort proches et chaque fois que des modérés l'emportent, c'est la victoire de ceux qui sont les moins capables de changer l'Université, donc de satisfaire aux raisons mêmes des élections telles que M. Edgar Faure les imaginait. Au surplus, quand le ministre a voulu entraîner les enseignants et les étudiants à voter, il ne s'est servi d'arguments universitaires, mais politiques : la lutte contre le fascisme !

Le jugement est politique

C'est pourquoi le P.S.U. a estimé essentiel de porter un jugement politique sur la loi d'orientation de l'enseignement supérieur pour en souligner les choix réels, explicites ou implicites : la conservation du pouvoir professoral traditionnel, le maintien des contraintes idéologiques, la soumission aux intérêts capitalistes, le maintien d'une forte centralisation sous le couvert de la parcellisation, l'impossibilité de toute ouverture sur le monde du travail, celui des travailleurs bien entendu. Sur les élections même, en raison de la confusion savamment entretenue par le ministre sur leur signification universitaire, le parti s'est interdit de donner toute consigne de vote globale, pas plus de boycott que de participation. Il a laissé à ses militants, dans le cadre de leurs organisations comme sur leur propre terrain de lutte, le soin de définir les meilleures conditions pour fournir la réponse politique qui convenait :

— si les élections ne correspondent pas réellement à l'application de la loi et contribuent à l'empêcher (par leurs modalités ou les structures envisagées) et si les rapports de force sont favorables, une lutte électorale peut être envisagée ;

— mais si les élections ne sont rien d'autres que la pure et simple application de la loi, la lutte électorale n'a plus grande signification et le seul problème devient de réunir les meilleures conditions d'une action commune des enseignants et des étudiants dans l'esprit que définissait la fin de la motion votée par le C.P.N. des 10 et 11 janvier.

C'est dans le même esprit qu'avait été définie notre position sur le décret du 8 novembre 1968 qui instituait dans les lycées de nouveaux conseils d'administration (Directives n° 144, 30-11-68).

Mais il faut rappeler que pour les lycées, il n'y a pas eu de loi d'orien-

tation... Dans les facultés, l'imposition de cette loi crée une situation toute particulière : il n'est pas possible de s'abstenir d'un jugement d'ensemble qui a inévitablement des conséquences sur les élections elles-mêmes. Dans le S.N.S.-Sup. comme dans l'U.N.E.F., il n'était pas possible de laisser croire que ces élections représentaient en elles-mêmes une solution démocratique et une réforme universitaire. Elles sont le produit d'une loi dont les étudiants et les enseignants ne sauraient endosser la responsabilité, par le jeu de leurs suffrages. Quant à savoir si les campagnes électorales pouvaient permettre des explications sérieuses, il n'est que de lire ou d'entendre ce qui s'est déjà passé : c'est le pourcentage de participants que l'on cite, mais non la position des candidats !

La réalité n'apparaît dans les parlements que lorsque les forces sociales déterminantes s'y manifestent pour ce qu'elles sont. Ce n'était pas le cas de l'Assemblée Nationale au mois de mai. Ce ne sera pas plus le cas des parlements universitaires qui vont s'édifier un peu partout. Les vrais combats seront ailleurs.

L'Université ne sera pas tranquille

Mais il ne suffit pas de le dire. Il est essentiel que les organisations de masse, qu'il s'agisse des C.A.L., de l'U.N.E.F., ou des syndicats enseignants, puissent engager, selon la forme qui leur est propre, les luttes significatives qui leur permettent d'emporter, ici ou là, des victoires réelles. Dans l'Université, une victoire, ce sera la possibilité d'établir un rapport de force favorable, dans un secteur donné, pour que les étudiants et les enseignants puissent participer plus consciemment et plus activement aux luttes d'ensemble, tant sociales que politiques, contre la société établie et le régime qui la garantit.

Quand un institut décide de ne plus tenir l'agrégation pour un titre significatif, quand une section s'ouvre à des travailleurs concernés par l'étude en cours, quand l'enseignement définit son objet en fonction des conflits de classes et non plus seulement en fonction de normes imposées par la classe dominante, il y a là une lutte significative. Quand les étudiants mettent en place des structures de contrôle sur les décisions qui les concernent, quand ils fondent une université populaire qui invente les bases de nouveaux rapports sociaux et de nouvelles formes d'enseignement, il y a là une lutte significative.

Mais l'opinion doit comprendre qu'à partir du moment où il s'agit d'une lutte, l'Université ne sera pas tranquille. Il y a des entreprises où les patrons disent que les ouvriers ont bon esprit parce qu'ils se taisent ; il y en a d'autres où les ouvriers ne se taisent pas. Il va falloir désormais s'habituer à une Université où les étudiants ne se tairont pas : le conflit est désormais au cœur même de l'Université ; ou bien on l'acceptera et l'on créera les conditions démocratiques qui permettront de le révéler et de lui donner une force productive, ou bien on le refusera, par peur ou par volonté politique, et l'on créera alors les conditions d'un affrontement permanent ou chronique. Dans sa loi d'orientation, M. Edgar Faure n'a pas tranché : c'est pourquoi il n'orienter rien. C'est aux étudiants et aux enseignants progressistes de manifester maintenant, dans leur lutte, leurs propres orientations. □



A.D.N.P.

versité, il n'y a rien de plus urgent que de développer les luttes significatives qui peuvent en révéler la réalité sociale et en utiliser les contradictions.

Mais quelles sont les luttes significatives ?

Certains croient sérieusement que la répression créera les conditions d'une nouvelle insurrection étudiante préluant à l'insurrection générale : ils ne craignent donc pas de la provoquer. Ils ne sont qu'une poignée. Plus nombreux sont ceux qui entendent utiliser leurs propres acquis de mai : les tendances trotskystes ou marxistes-léninistes se sont renforcées ; comme l'avenir politique de ces organisations passe par leur effort de recrutement en milieu étudiant, cet objectif conditionne toutes leurs luttes. D'autres que mai a réveillés ou révélés cherchent à regrouper les étudiants, les enseignants, les chercheurs, les « intellectuels » en général en une organisation très souple qui soit capable de jouer pour cette « classe » le rôle que le parti communiste a pu jouer dans la classe

des grandes centrales ou le porte-à-porte des usines.

De l'intérieur du mouvement est née cependant une autre orientation qui s'est peut-être plus facilement développée en province. Elle intéresse des enseignants aussi bien que des étudiants, même si les manifestations en sont variables.

Elle consiste à maintenir la part égale entre un double rapport : d'une part avec la masse étudiante, donc avec la réalité universitaire, d'autre part avec la seule perspective politique qui puisse donner un sens aux luttes universitaires : le combat pour le socialisme, sur la base des formes réelles et actuelles de la lutte des classes.

La réalité universitaire ? Elle ne correspond pas bien entendu à l'opinion moyenne des étudiants, pas plus que la réalité ouvrière ne correspond à la conscience moyenne qu'ont les ouvriers. Qui peut penser sérieusement que la condition ouvrière trouvera sa solution en effectuant un référendum

Un nouveau crève-cœur

Gilbert Hercet

Ainsi donc, la lecture des **Lettres françaises** est désormais interdite en Union soviétique. Les **Lettres françaises**, le journal d'Aragon. On croit rêver. On repense à Aragon. A ce qu'il a fait, dit, et écrit pour l'U.R.S.S. On pense à l'Union soviétique des années 50, et à l'Aragon d'alors...

« On avait beau se dire : Au [pays de Staline] Le miracle n'est plus un miracle aujourd'hui... »

Disons-le, on est assez tenté de sourire de l'ironie de l'Histoire. Que ce soient précisément Aragon et Pierre Daix qui soient aujourd'hui

interdits pour anti-soviétisme, précisément eux, cela a quelque chose d'insolite, de drôle, et pour eux d'amer sans doute.

Mais il y a plus. C'est vrai que, surtout depuis la Tchécoslovaquie, rien n'était plus tout à fait pareil aux **Lettres**, et cela depuis le début de l'agression soviétique.

C'est vrai que, plus récemment, l'article de Pierre Daix sur « l'affaire Soljénitsyne » (n° du 15 janvier) était courageux et digne. Il faut citer une partie de sa conclusion : « **Quand l'Union soviétique revendique d'être le modèle du socialisme, le comportement de l'Union des écrivains soviétiques prend, qu'on le veuille ou non, valeur d'exemple. Et, dans notre cas, en France, valeur de perspective si nous laissons dire et faire en nous taisant. La question est trop grave pour qu'il puisse en être ainsi (...).** »

C'est vrai aussi que le poème d'Aragon, paru dans **Listy**, organe de l'Union des Ecrivains tchécoslovaques, et reproduit dans les **Lettres** du 22 janvier, avait quelque chose de poignant et de provocateur tout à la fois. « L'enfant-soldat » à qui l'on demandait ce qu'il était venu faire dans ce pays ne répondait-il pas :

« Je chantais tout seul, je chantais tout bas
Ceux qui me fuyaient avaient tous mon âge
Et ne m'aimaient pas. »

C'est donc une affaire politiquement sérieuse que l'interdiction des **Lettres françaises** à Moscou. Bien sûr, les **Lettres** pourraient, elles aussi, finir un jour par disparaître « pour des raisons financières »... Il reste que le clan des « anti-soviétiques » du P.C.F., où avaient été classés les animateurs de la revue **Politique aujourd'hui**, après quelques autres, se voit aujourd'hui renforcé brusquement par un membre du Comité central un peu trop voyant pour être réprimandé, un peu trop célèbre pour être ignoré, et, espérons-le, un peu trop courageux pour être désormais contraint au silence.

Quand Aragon écrira-t-il un second poème intitulé « Il revient », mais moins joyeux que le premier, et consacré au retour, non pas de Maurice, mais de... Joseph ? □

La Convention à l'heure du choix

Lucien Saintonge

La création du nouveau « parti socialiste » pose bien des problèmes aux membres de la Convention des Institutions Républicaines. Autrefois, lorsque des questions agitaient cette formation, c'était relativement simple : il suffisait d'attendre le discours suivant de François Mitterrand, et tout était réglé. Aujourd'hui, c'est différent. Mitterrand lui-même s'est mis à l'écart, et puis bon nombre de ses amis l'ont comme oublié, faisant souvent preuve envers lui d'autant d'injustice qu'autrefois ils montraient d'empressement.

Alors, militants et dirigeants s'interrogent. Les uns (Fichant, Labarère) sont très enclins à accepter les offres actuelles de la S.F.I.O., d'autres se durcissent et parlent d'un repli sur les clubs (Paillet). D'autres encore, qui se refusent à ces solutions extrêmes, préfèrent insister sur les conditions doctrinales (G. Halimi) ou organisationnelles (Bergougnoux, Estier) de la fusion éventuelle. Leur jeu est d'autant plus délicat que l'U.C.R.G. (Savaty) et l'U.G.C.S. (Poperen) leur semblent d'ores et déjà d'accord avec Guy Mollet.

On retrouve à la base les mêmes courants, les mêmes interrogations, cependant qu'un certain nombre de militants regardent plus volontiers du côté du P.S.U. que du côté de la S.F.I.O.

L'ensemble des prises de position, des discussions, des hésitations actuelles de la Convention apparaissent souvent, en tout cas, comme le fruit direct de la politique qu'elle a menée jusqu'alors : aujourd'hui le manque d'une véritable structuration démocratique de cette formation, comme celui d'une réelle formation de ses militants, constituent son handicap essentiel dans cette période de contacts à la base. □

LIBRAIRIE T.S. (ouverte de 9 h à 19 h sans interruption ; le samedi, de 9 h à 12 h)

EDITIONS OUVRIERES	
— LA REDUCTION DU TEMPS DU TRAVAIL (J.-L. Bodiguel)	26,00
EDITIONS GALLIMARD	
— L'AVEU (Arthur London)	32,00
EDITIONS DU SEUIL	
— LE SYNDICAT DANS L'ENTREPRISE (Hubert Lesire-Ogrel)	6,00
— LA C.G.T. (André Barjonet)	4,50
— COMBATS ETUDIANTS DANS LE MONDE	15,00
— LA FIN DE L'UTOPIE (Herbert Marcuse)	8,50
— LES COMMUNISTES FRANÇAIS (Annie Kriegel)	7,50
— QUE FAIRE ? (Lénine)	7,50
— LE MOUVEMENT DE MAI OU LE COMMUNISME UTOPIQUE (Alain Touraine)	21,00
— LE SOCIALISME DIFFICILE (André Gorz)	16,00
— LE THEATRE HORS LES MURS (Ph. Madral)	6,00
EDITIONS ANTHROPOS	
— L'ECONOMIE MONDIALE ET L'IMPERIALISME (N. Boukharine) ..	15,00
— MARX ET ENGELS (Conférence faite aux cours de marxisme près l'Académie socialiste 1922 - D. Riazanov)	15,00
— LA THEORIE DU MATERIALISME HISTORIQUE (N. Boukharine) ..	20,00
— L'IRRUPTION DE NANTERRE AU SOMMET (Henri Lefebvre)	15,40
EDITIONS MASPERO	
— LIRE LE CAPITAL (L. Althusser - E. Balibar)	
Tome I	6,15
Tome II	6,15
— A.B.C. DU COMMUNISME (N. Boukharine - E. Préobrajensky)	
Tome I	6,15
Tome II	6,15
EDITIONS GRASSET	
— L'EMPIRE AMERICAIN (Claude Julien)	25,00
EDITIONS JULLIARD	
— LE LAMINAGE CONTINU (Pierre Belleville)	20,70
COLLECTION 10/18	
— LA MALADIE INFANTILE DU COMMUNISME (Lénine)	2,90



LIBRAIRIE
TRIBUNE SOCIALISTE
54, boulevard Garibaldi
Paris-15° C.C.P. 58 26 65

Jusqu'au 31 Mars

tribune
socialiste

*maintient le prix
des abonnements à :*

1 an 35 f.

6 mois 18 f.

Plan Mansholt l'agriculture à l'heure du capitalisme

Jacques Malterre



Collombert

Pourquoi un nouveau plan pour l'agriculture ?

Le 18 décembre la commission du Marché commun a présenté un projet de réforme de l'agriculture dans la Communauté Economique Européenne. L'auteur de ce projet est le célèbre M. Mansholt, ex-ministre socialiste de l'agriculture du gouvernement hollandais et défenseur farouche de l'Europe.

Ce programme divise gouvernements et organisations agricoles ; il remet en question toute la politique agricole commune qui était considérée jusqu'à présent comme la seule politique positive qui ait réussi dans le cadre du Marché commun.

Le monde agricole dans l'impasse

Alors pourquoi ce changement de cap ? Mansholt nous le dit avec une parfaite lucidité : « Les difficultés et le sentiment qu'ils ont de se trouver dans une impasse expliquent le grave mécontentement des agriculteurs et font qu'ils n'accordent qu'une faible confiance à la politique actuellement suivie. »

« De nombreux agriculteurs qui avaient espéré que la création du marché commun agricole et d'une politique commune des prix apporterait une solution à leurs problèmes ont été déçus notamment par la situation très difficile sur le marché des produits laitiers. »

Ainsi, reconnaît Mansholt : « C'est avec une angoisse croissante que chaque agriculteur se demande aujourd'hui ce que lui réserve l'avenir. »

Angoisse, le mot n'est pas trop fort. Pour des millions de paysans, l'avenir paraît se réduire au choix suivant : rester végétier sur la ferme en marge de la société ou aller en ville grossir l'armée de réserve des travailleurs exploitables à merci par le patronat et l'État capitalistes. Ce qui peut s'exprimer aussi de la manière suivante : « serons-nous assistés pour rester tranquilles au fond de nos campagnes ou utilisés pour peser sur le marché du travail lorsque celui-ci risque de devenir

plus favorable aux salariés déjà intégrés dans la production. »

Si le marché commun agricole avait été accueilli à l'origine avec beaucoup d'espoir par beaucoup de jeunes agriculteurs dynamiques, aujourd'hui cet espoir est déçu. En s'en tenant au plan économique et social, on constate que l'écart du niveau de vie entre les agriculteurs et les non-agriculteurs, bien loin d'être comblé, ne fait que s'aggraver ; que, en 1968-69, ce niveau de vie diminue d'une manière absolue et pas seulement relative, qu'un nombre sans cesse accru d'exploitations passent dans la catégorie des exploitations marginales, que le nombre des exploitations à un seul homme s'est accru considérablement, lequel rive à sa ferme travaille sept jours par semaine sans être pour autant complètement occupé ; que la situation de la femme dans ces conditions devient intolérable.

Qui en profite ?

Le paradoxe c'est que la politique qui conduit à un tel désastre est en même temps extrêmement coûteuse. Dans le budget français les crédits « à l'agriculture » atteignent, en 1969, 17 milliards. Les crédits destinés à soutenir les prix des produits agricoles pour en empêcher l'effondrement sont passés pour les 6 pays du Marché commun de 2,5 milliards en 1960 à 10 milliards en 1968. On arrive ainsi à cette invraisemblable situation où les prix des produits agricoles pèsent lourd dans le budget des familles et ne permettent pas à la très grande majorité des producteurs de ces produits de vivre décemment. Et chacun peut calculer que si les 17 milliards d'aide publique étaient répartis directement entre les quelque 1,5 million d'exploitants qui ont besoin de cette aide, chacun toucherait déjà presque 100.000 anciens francs par mois. Or, la plupart d'entre eux sont loin d'arriver à un tel revenu.

L'explication de ce paradoxe est aussi simple que révoltante : la politique agricole actuelle repose essentiellement sur le soutien et la garantie de cours assez élevés pour les grands produits agricoles (céréales, betteraves, sucre, beurre, graines oléagineuses).

1) — Une bonne partie de ces sommes ne va pas à l'exploitant agricole, mais aux commerçants et aux fournisseurs de l'agriculture : lorsque l'État soutient les prix agricoles en rachetant des excédents et qu'il dépense à cet effet une somme X, les agriculteurs ne touchent finalement comme revenu que 30 à 50 % de cette somme, le reste étant perdu en route et servant à l'achat des moyens de production (carburants, tourteaux) et au paiement de la transformation du produit agricole en produit alimentaire.

Ainsi, au lieu d'aider les agriculteurs, ce sont les grossistes et mandataires, les trusts de l'alimentation du bétail et des engrais, les pétroliers, Univer et Duquesne-Purina que l'on engraisse !

2) — Il y a plus grave encore. Ce système d'aide favorise automatiquement les grosses exploitations.

D'abord, ce sont les productions industrialisées : blé, orge, betteraves, qui bénéficient des prix réellement garantis. En revanche, comme le reconnaît Mansholt : « pour un certain nombre de pro-



Collombert

duits essentiels au revenu des petites exploitations (fruits et légumes, œufs, porcs, volailles, etc.), il n'est pas possible d'octroyer les garanties suffisantes sous peine de voir la production s'accroître d'une façon illimitée ».



Collombert

Il y a bien deux poids, deux mesures : une pour les céréales et le sucre, productions essentielles des grandes exploitations du bassin parisien et du Nord européen, et une autre pour les produits qui jouent un grand rôle pour les millions d'exploitations pauvres de l'Ouest, du Sud-Ouest, de l'Italie et de l'Allemagne du Sud.

Enfin, on peut dire que l'aide garantie est proportionnelle à la dimension de l'exploitation. Ainsi ce qui permet à la petite ferme d'atteindre à peine le S.M.I.G., permet à la grosse propriété de l'Aisne ou de l'Oise hautement productive de réaliser une marge bénéficiaire à l'hectare considérable et au total des profits énormes que nulles fiscalités ou charges sociales ne viennent seulement écorner.

On est certain que les milliards d'aide aux marchés vont pour plus de la moitié à la Région Parisienne et à la Picardie et que toutes les autres régions, comprenant 90 % des agriculteurs, ne reçoivent qu'à peine une moitié de ces crédits.

On comprend que M. Mansholt doit reconnaître dans son programme que c'est une illusion de croire qu'une politique de marché et des prix puisse à elle seule apporter une contribution importante à l'amélioration du niveau de vie de la population agricole... et que cette politique crée des disparités importantes à l'intérieur du secteur agricole.

Le comble c'est que les grands patrons du syndicalisme agricole, principaux bénéficiaires de cette politique, ont réussi, pendant des

années à faire croire qu'en la défendant ils défendaient les intérêts de tous les agriculteurs.

L'écart qui existait au départ (avant le M.C.A.) entre agriculteurs riches et pauvres a été soigneusement sinon toujours consciemment entretenu à l'aide des moyens les plus divers par les politiciens, les professeurs, les responsables des organisations professionnelles. C'est sur cette toile de fond qu'il faut inscrire les éloges répétés et enthousiastes des vertus de l'exploitation familiale. La solidarité de tous les agriculteurs est affichée en permanence alors que la grande agriculture soutient en fait la petite comme la corde le pendu. On arrive de plus en plus à distinguer deux agricultures : une agriculture parasite et une autre misérable.

Cela ne peut plus durer

Cette situation devient de plus en plus explosive ; mais ce qui inquiète le plus la commission de Bruxelles c'est d'abord le coût de cette politique. Mansholt calcule que sans changements, le soutien des cours risque de coûter 22 milliards de francs lourds en 1980 sans parler des dépenses sociales et des dépenses de structure. Il sait que certains Etats préféreront la rupture du marché commun plutôt que de continuer à subventionner les excédents réalisés surtout en France. Il sait que le capitalisme ne veut plus subventionner l'agriculture car l'Etat doit intervenir dans d'autres secteurs (industries de pointe et infrastructures) pour favoriser le développement des grandes firmes capitalistes.

Une logique imperturbable

Mansholt part d'un principe très simple : l'agriculture dans 10 ou 15 ans devrait pouvoir se débrouiller dans le marché capitaliste de l'Europe sans que l'on ait besoin de l'aider. Il faudrait alors que les exploitants agricoles tirent de leurs ventes un revenu convenable et comparable en moyenne à ceux des autres catégories de citoyens.

Pour les technocrates de Bruxelles, le problème peut se réduire à une simple équation : le revenu moyen d'un paysan est égal au volume de la production agricole totale multiplié par le prix des produits et divisé par le nombre de paysans.

Mais ils affirment aussitôt deux obligations : la production agricole ne devrait plus augmenter, ou presque plus, parce qu'elle correspond déjà à la demande actuelle des consommateurs (font exception la viande de bœuf et les oléagineux) et que cette demande n'augmente presque plus. Et ils estiment sans doute que la vocation de l'Europe n'est pas de fournir des produits agricoles aux autres continents.

Quant à la hausse des prix, elle risquerait d'inciter à produire encore plus, et il est mauvais, estime Mansholt, que les prix des denrées agricoles augmentent en Europe car cela générerait la compétitivité de son industrie obligée d'accroître les salaires et cela limiterait le pouvoir d'achat consacré à l'acquisition de produits industriels. Il faut donc faire rejouer la loi du marché pour régler les volumes de productions.

Il ne reste donc qu'une solution :

il faut que le revenu de l'agriculture soit réparti entre un moins grand nombre de personnes. Mansholt en conclut : « Si l'on veut, en une dizaine d'années, rattraper le retard de l'agriculture en ce qui concerne le niveau de vie, il faut que le taux annuel de diminution de la population agricole actuelle soit notablement accéléré ».

Déjà de 1958 à 1968, le nombre de travailleurs de la terre a diminué de 4,5 millions ; il en reste 10 millions. Il faut en éliminer encore 5 millions d'ici 1980. Mais on sait bien qui devront cesser les premiers à travailler la terre si la loi du marché se fait encore plus rigoureuse, ce sont ceux qui sont en retard quant aux structures, qui ont le moins de ressources financières et qui sont les plus mal situés par rapport aux centres de consommation.

Payer les paysans pour qu'ils débarrassent le sol

Le programme Mansholt est d'une logique parfaite. Il dit nettement la vérité sur ce qui se passera dans une évolution de type capitaliste. Il est clair que si l'on accepte toutes les contraintes du système de l'économie marchande, il n'y a pas d'autres solutions. Mais on peut craindre que les cultivateurs qui n'ont pas encore quitté la campagne soient difficiles à faire partir. Pour les décider, le plan prévoit des incitations financières. Pour ceux qui « souhaitent s'engager dans une autre profession » (c'est l'expression de M. Mansholt), ou cesser leur activité, les mesures proposées sont alléchantes :

— Tous les propriétaires exploitants qui cesseront l'activité agricole obtiendront une prime dite « d'apport structurel » dont le montant pourrait être équivalent à 8 fois la valeur locative de leurs terres.

— Les exploitants âgés de plus de 55 ans pourront bénéficier en plus d'une indemnité annuelle variant de 3.300 F à 5.000 F.

Bien entendu, Mansholt essaye d'atténuer le coût social de la mutation par l'octroi d'allocations mais il précise que ces allocations ne seront accordées qu'à ceux qui auront vendu ou loué leurs terres à des grandes exploitations puisque le premier but est de favoriser la concentration des exploitations, ou bien qui auront affecté ces terres au reboisement puisque le deuxième objectif du Plan est de diminuer le « territoire agricole ».

M. Mansholt se rend bien compte que le transfert de plusieurs millions de paysans hors de l'agriculture soulèvera quelques problèmes. Aussi propose-t-il un programme assez ambitieux pour le financement communautaire de la reconversion professionnelle. Enfin, pour éviter tout de même un « dépeuplement dommageable » des régions rurales, il se demande s'il ne

serait pas bon de créer dans ces régions des pôles industriels, ou des centres de vacances ou encore des parcs naturels dont les ex-paysans seraient les gardiens.

Mais il connaît bien la réalité des mécanismes capitalistes, il craint que « dans les régions essentiellement agricoles, le coût de création d'emplois nouveaux devienne si lourd pour l'ensemble de l'économie qu'il faille se résigner à ce que le départ des agriculteurs devienne véritablement un exode rural ». Ainsi, il ne pose sérieusement ni le problème du développement global des régions rurales, ni celui des moyens de contrôler une industrialisation nécessaire au maintien du plein-emploi. On dégage des travailleurs indésirables là où ils sont, on leur donne une formation professionnelle et après qu'ils se débrouillent. Il est vrai que M. Mansholt est responsable des affaires agricoles de la communauté, il n'a pas compétence pour les affaires industrielles, comme si on pouvait maintenant isoler les premières des secondes. Mais il n'est pas question d'envisager une politique industrielle à l'échelle du marché commun. Ceci est strictement du ressort des capitalismes nationaux et des grandes firmes internationales.

Aider les élus qui resteront sur la terre

« En réalité, si la commission est si soucieuse de voir partir les exploitants âgés (et des moins âgés) et si elle accepte sans sourciller qu'il en coûte beaucoup, c'est que leurs terres sont nécessaires pour la constitution des vastes entreprises agricoles ».

Ces exploitations devraient avoir 80 à 120 hectares ou bien 40 à 60 vaches. Pour y parvenir à partir des propriétés actuelles (qui ont en moyenne 7 hectares) deux méthodes sont prévues : par agrandissement d'une ferme plus petite grâce aux dépouilles des partants, ou bien par la réunion de plusieurs petites exploitations. En pratique, on aiderait financièrement des exploitations moyennes à racheter ou louer des terres devenues vacantes et à s'équiper en matériel.

M. Mansholt paraît laisser la voie ouverte aussi bien à l'entreprise agricole capitaliste qu'à l'exploitation collective pluri-familiale. Malheureusement, il y a fort à parier que les gros exploitants seront mieux placés pour bénéficier de cette manne supplémentaire car on sait les difficultés de l'association spontanée. D'ailleurs le fait d'unir plusieurs petites exploitations ne fait guère progresser le revenu des gens qui travaillent dessus à moins évidemment d'en faire partir une partie, mais alors ce n'est plus de la coopération, c'est un processus de sélection par élimination des plus faibles.

Concrètement ce plan pourrait être d'une grande utilité pour per-

mettre aux exploitations moyennes (nombreuses en Hollande) d'améliorer leur productivité, mais on voit mal en revanche en quoi il apporterait des solutions pour des régions comme la Bretagne et le Sud-Ouest en France.

Des arrière pensées ?

Le programme agriculture 1980 de M. Mansholt peut séduire plusieurs catégories d'agriculteurs. D'abord la grande exploitation du type bassin parisien. Certes le plan prévoit un certain blocage des prix du sucre et des céréales, mais en revanche, il pourrait bien « débarasser » l'agriculture d'une masse de petites exploitations productrices de lait et de viande et par là même laisser le champ libre à une production de caractère industriel et capitaliste de bœuf et de porc, production qu'avec l'aide du plan et en utilisant les réserves financières accumulées, l'agriculture capitaliste pourrait avantageusement réaliser.

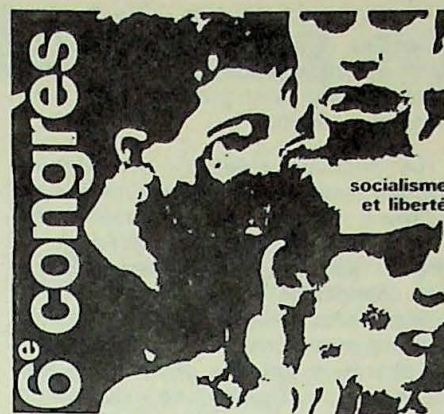
Le programme 1980 peut aussi intéresser des exploitants moyens qui y verraient une solution pour accéder à une plus grande dimension et à une meilleure rentabilité. C'est peut-être pourquoi, finalement, le C.N.J.A. considère les propositions Mansholt comme réalistes et positives.

Mais le problème reste de savoir si la masse de dépenses d'aide prévue doit bien être consacrée à faire de l'agriculture une industrie moderne sans se soucier des coûts humains, ou s'il ne faudrait pas plutôt réserver l'aide de la collectivité et faire évoluer hors de la misère des régions entières à partir de programmes régionaux de développement qui intégreraient l'aide à la coopération, la planification des productions, l'intégration de la transformation des produits, de l'industrialisation locale et de la formation.

C'est évidemment dans une telle direction que devraient plutôt pousser des organisations soucieuses de prendre en charge le problème global des travailleurs ruraux sans abandonner à leur triste sort les 3/4 d'entre eux ou sans, à l'inverse, faire miroiter la défense de l'impossible petite exploitation familiale.

Mais une telle orientation ne peut se concevoir que dans le cadre d'une planification générale qui ne tiendrait pas pour acquises les lois du marché capitaliste et de la propriété foncière. C'est peut-être un mérite du plan Mansholt que de ne plus camoufler des vérités pénibles, — à cet égard la bourgeoisie lui en voudra certainement — et de montrer la nécessité d'une planification à long terme. Il ouvre un débat, le P.S.U. y répond aussitôt par le « manifeste pour une agriculture socialiste ».

(1) Les citations sont tirées de l'excellent article que la revue Agenor de Bruxelles a consacré au Plan Mansholt.



Pour une agriculture socialiste

La Commission agricole du P.S.U. examinant les thèses soumises au VI^e Congrès du parti, a jugé nécessaire de faire application des principes et de la stratégie des luttes socialistes aux problèmes qui concernent plus directement les travailleurs de la terre. Elle propose donc à la discussion du parti et aux forces socialistes de l'agriculture le projet de manifeste que l'on lira ci-dessous ; elle souhaite que la Commission « agriculture » qui se réunira dans le cadre du congrès prenne ce manifeste pour base de ses travaux et en fasse, après amendement et approbation, la plateforme du parti pour les luttes rurales.

La grande majorité des agriculteurs sont victimes de l'exploitation capitaliste

1. — Le travail paysan est à l'origine d'une plus-value importante qui est accaparée par les trusts de fabrications de moyens de production (engrais, matériels, aliments pour le bétail), de transformation et de distribution des produits alimentaires.

Le travailleur agricole perd tout contrôle sur le produit de son travail qui devient un objet de la société de consommation.

2. — Le paysan est victime des lois du marché capitaliste. Les produits dont le prix est garanti (sucre, blé...) sont ceux qui intéressent principalement la grande exploitation ; en revanche, les produits de la plupart des petites exploitations font l'objet d'une concurrence intense ; pour eux on laisse jouer la loi du marché, en principe afin d'empêcher la surproduction, en fait, pour leur enlever la plus-value.

3. — Le paysan est l'esclave de la propriété foncière. Héritier de ses parents, il passe sa vie à acquérir la propriété, s'il n'a pas la « chance » d'être enfant unique et il ne peut consacrer ses économies à améliorer ses moyens de production et ses conditions de vie. Petit propriétaire exploitant, il est accablé par la charge des emprunts qu'il a contractés pour agrandir son exploitation et la porter à une dimension qui lui permettrait d'obtenir un niveau de vie décent.

4. — Les paysans supportent l'injustice d'un système d'aide publique scandaleux. « L'aide aux produits » et plus spécialement le financement du soutien des marchés permettent à la grande exploitation de réaliser des profits considérables alors qu'elles n'apportent aucun soulagement réel aux petits paysans. La majeure partie de cette aide financière profite aux firmes capitalistes qui les perçoivent directement ou indirectement et de plus ce qui revient aux paysans est attribué aux grandes exploitations du

bassin parisien, pour plus de la moitié.

5. — Les paysans sont les jouets du capitalisme international. Tandis que les grands patrons de l'industrie européenne exigent le blocage des prix agricoles pour n'avoir pas à relever les bas salaires, les grandes puissances capitalistes s'opposent à toute organisation des marchés agricoles mondiaux ; elles freinent l'industrialisation des pays du Tiers-Monde pour empêcher l'amélioration de la condition paysanne et le relèvement des prix agricoles ; elles empêchent par là l'agriculture européenne de jouer un rôle décisif dans la lutte contre la faim dans le monde.

L'avenir des masses paysannes : gardiens de musées naturels ou prolétaires de l'armée de réserve

De même que l'information et l'université, l'agriculture est utilisée comme un instrument du développement capitaliste.

Le capitalisme exige que l'agriculture devienne une industrie concentrée, hautement productive, intégrée dans le processus de la formation des biens marchands.

« C'est justement à l'évolution de la propriété foncière que l'on peut mesurer la victoire et la formation progressives du capital » disait déjà Marx il y a 100 ans. Et M. Mansholt ne fait qu'enregistrer une évolution logique lorsqu'il annonce une diminution de moitié du nombre des travailleurs agricoles, qu'il explique que chaque jour un nombre croissant d'exploitations tombent en dessous des seuils de rentabilité et qu'il préconise la concentration systématique des exploitations rurales : le capitalisme a intérêt à ce que la majeure partie de la production se fasse dans des entreprises hautement mécanisées, proches des grands centres de consom-

mation ou des voies de transports lourds.

L'avenir s'ouvre alors sur les perspectives suivantes : transformation de vastes zones rurales dépeuplées, en désert, ou en lieux de repos et de loisirs pour les citadins aisés guidés par quelques gardiens dont l'uniforme respectera la couleur locale ; transformation des agriculteurs qui resteront attachés au sol, soit en ouvriers salariés des usines agricoles et alimentaires, soit en travailleurs à façon dépendant des trusts alimentaires, fabricants d'un produit brut, liés par contrat à des firmes qui contrôleront le marché et retireront du bien agricole l'essentiel de sa valeur ; transformation de ceux qui se résoudront au départ en travailleurs peu qualifiés, alors que rien n'est prévu pour la formation des hommes et des femmes qui doivent quitter le travail agricole et que les lois du profit capitaliste font obstacle à l'industrialisation des zones rurales, éloignées des grandes concentrations urbaines du Marché Commun.

Des régions entières deviennent fournisseurs de produits bruts, de matières premières destinées à la transformation dans des régions industrialisées. De ce fait même elles tombent dans la situation de dépendance coloniale et leurs habitants voient leur sort subordonné à des décisions prises dans des centres extérieurs. Ils subissent la loi du marché de l'emploi capitaliste tout comme les jeunes chômeurs ou les travailleurs étrangers.

Des zones sans cesse élargies vivent en marge de la société ; l'accès aux valeurs collectives y est presque aussi limité que pour les habitants des bidonvilles, le repli sur une culture locale est une source supplémentaire d'isolement au lieu d'être une possibilité d'épanouissement personnel.

Pour échapper à la misère, les habitants de nombreuses régions rurales n'ont d'autre issue que de bénéficier de l'assistance sociale dispensée par le colonisateur étatique, soucieux de développer son emprise politique et d'éviter les explosions de colère.

Pour échapper au désespoir, ils se raccrochent à la cruelle illusion de l'exploitation familiale dont l'éloge ou la défense est soigneusement développé par ceux-là même qui n'y croient plus depuis longtemps, mais qui en font la base de leur popularité.

Un syndicalisme de masse pour la conquête du contrôle paysan

Devant la faillite des partis traditionnels, devant les déviations technocratiques et bourgeoises de la coopérative, devant l'injustice de la politique d'aide du pouvoir, les syndicalistes agricoles progressistes ne peuvent plus se contenter de défendre des solutions économiques générales et nationales qui aboutissent à creuser chaque jour l'écart entre agriculture capitaliste et agriculture prolétarisée, entre régions riches et régions pauvres, et à abandonner à leur sort la majorité des travailleurs de la terre.

La solidarité de tous les agriculteurs, principe de base du syndicalisme agricole, est une grossière hypocrisie tant que la grande agriculture soutient en fait la petite comme la corde le pendu, pour garantir ses marges de profit.

Il faut aujourd'hui que le syndicalisme se renove et se développe en tant qu'organisation de masses prenant en main leur propre avenir sous tous ses aspects.

Le problème n'est pas en effet de sauver temporairement quelques agriculteurs moyens qui pourraient défendre leur position aux côtés de la grande agriculture capitaliste grâce à des changements dans l'allocation des aides, l'octroi des crédits et l'action sur les structures, mais de prendre en charge la défense de tous les travailleurs de l'agriculture, ou plutôt de développer leur prise de conscience pour qu'ils acquièrent par eux-mêmes le contrôle de leur propre avenir. Cette orientation remet en cause les rapports de force de la société actuelle et ses structures de domination. Elle a par conséquent des implications politiques.

Dans la période présente, il est vain de croire que des expériences de gestion autonome puissent réussir dans un monde dominé de plus en plus par les groupes capitalistes, les lois du marché et le recul de la planification nationale. Ces expériences peuvent néanmoins préparer les voies d'une agriculture socialiste, mais celle-ci n'apportera sa réponse aux problèmes paysans que si elle s'insère dans une socialisation générale des pouvoirs économiques et des structures de la société.

Les luttes du monde rural doivent avoir actuellement pour principal objectif la défense des moyens de contrôle sur les décisions qui le touchent.

Contrôle des mesures dites sociales mais aussi contrôle sur les acquisitions (ventes fermages) et l'utilisation des sols, action collective face aux industries agricoles et alimentaires, action pour obtenir une garantie de revenus ; conventions collectives pour la fixation des contrats de fermage et pour l'organisation des rapports entre les producteurs et les sociétés de transformation et de commercialisation.

La lutte paysanne doit également s'étendre à tous les problèmes de formation et de reconversion, ainsi qu'aux équipements et aux aménagements ruraux.

Mais l'action du syndicalisme agricole va alors rencontrer celle du syndicalisme ouvrier intéressé comme lui au contrôle des conditions de formation des nouveaux travailleurs et à la défense du plein emploi. Il devient donc de plus en plus clair qu'un syndicalisme agricole de masses ne peut pas concevoir son action comme opposée ou même indifférente à celle du syndicalisme ouvrier. Les intérêts des travailleurs de la terre en voie de prolétarianisation sont souvent distincts de ceux des salariés de l'industrie et des services ; mais de la même manière les intérêts des travailleurs des différentes régions, qualifications ou branches d'activité, peuvent être distincts sans pour autant que ces différences objectives empêchent ces salariés de s'unir dans de vastes organisations qui assurent la convergence des actions à l'égard des pouvoirs patronaux et étatiques. Il est donc possible et nécessaire de réaliser la convergence des luttes des travailleurs de l'agriculture et des travailleurs des autres secteurs.

Il est clair aussi qu'une transformation des conditions de développement des zones rurales intéresse également les propriétaires exploitants non capitalistes, les fermiers et les salariés. L'objectif étant le même, le regroupe-



Collombert

ment syndical est une condition de l'efficacité.

Cet objectif n'est pas propre aux travailleurs de l'agriculture française, il est commun à toutes les régions et à tous les exploitants en difficulté de la C.E.E., il appelle donc un resserrement de la solidarité et un développement d'actions communes face aux stratégies du capitalisme européen.

Les solutions socialistes s'imposent en agriculture

L'action pour la conquête des moyens de contrôle ne peut être qu'une étape dans la conquête du pouvoir par les travailleurs de l'agriculture. Cette action fera apparaître la véritable nature de la politique gouvernementale liée aux contraintes du capitalisme, les contradictions qui existent entre les intentions du pouvoir politique et les réalités des contraintes du capitalisme avancé, elle fera progresser la volonté des masses de renverser les bases de l'exploitation dont elles sont les victimes.

Pour engager les travailleurs à développer leur action, il faut que les plus conscients d'entre eux expliquent ce que sera la solution socialiste. Cette description ne peut prendre appui que sur un schéma général de fonctionnement de la société socialiste, de la planification générale, de la réforme des pouvoirs des collectivités de base et des régions, du renversement de l'échelle des valeurs bourgeoises, de la libération du travail et de la reconnaissance de véritables hiérarchies de besoin.

Mais ces solutions doivent être précisées dans leur application autour des principes suivants :

- socialisation des terres, l'exploitation étant distinguée de la propriété, celle-ci étant remise à des sociétés coopératives régionales ;
- développement de l'exploitation coopérative intégrée en vue de libérer les hommes et les femmes des sujétions de l'exploitation individuelle et familiale ;
- contrôle des travailleurs sur le cycle complet parcouru par leurs produits pour qu'ils bénéficient de la totalité de la valeur finale de ces produits. En pratique l'intégration coopérative doit comprendre la production, la transformation et la commercialisation des produits ; elle doit aboutir à une gestion

commune par l'ensemble des travailleurs intéressés

- planification régionalisée des productions, le problème d'éventuelles surproductions étant réglé par un arbitrage national entre les programmes régionaux et par l'auto-discipline des travailleurs associés dans leurs coopératives ;
- répartition régionale des dépenses collectives pour la promotion des régions rurales : le volume des crédits étant fonction du retard de condition de vie des régions les unes par rapport aux autres ;
- affectation des crédits collectifs et des crédits bancaires (Caisse d'épargne et C.N.C.A.) à des projets régionaux globaux comportant amélioration des structures et équipements des zones rurales, formation initiale et permanente des hommes, développement de l'industrialisation ;
- recherche de relations nouvelles avec les pays non capitalistes du Tiers-monde pour l'expansion et pour la transformation des termes de l'échange et pour une nouvelle division internationale du travail en fonction des plans coordonnés.
- lutte contre l'organisation actuelle des marchés agricoles européens et internationaux. Application des principes exposés ci-dessus à l'ensemble du Marché Commun.

L'affirmation que le socialisme est un projet actuel rencontre une adhésion croissante dans de larges couches de travailleurs des campagnes, sinon dans leurs organisations officielles, et cependant cette idée est encore combattue au nom de valeurs d'indépendance, de liberté, de respect de l'exploitation familiale dont pourtant la défense ne profite qu'à une minorité qui développe sa domination et bafoue en pratique ces mêmes valeurs.

Or, c'est dans les cinq à dix ans qui viennent que se règlera le sort du monde rural. L'acceptation résignée des solutions du gouvernement et de la Communauté ne peut conduire qu'à l'intégration totale des travailleurs dans une société capitaliste dont le modèle est américain, et dont la finalité est le profit réalisé par des groupes dominant l'évolution de toute la civilisation. En défendant des solutions socialistes, les travailleurs des campagnes sont conscients de rejoindre le combat des ouvriers, des étudiants et des intellectuels pour préserver la chance d'une autre civilisation.

Au nom de leurs intérêts

Marc Echeverry

Pendant des années, le chef de l'Etat a feint de tenir à distance le régime franquiste. Les gaullistes de gauche se prévalaient de la présence d'André Malraux au gouvernement, pour affirmer qu'il n'y avait de compromis possible avec le général du Pardo. Chacun avait même son « réfugié espagnol » de protégé, et quelques amitiés bien honorables. Le nombre de ministres, qui ont eu, ou ont ainsi des relations dans les milieux d'opposition espagnols, serait trop long à énumérer.

Il a suffi du mois de mai, puis de la crise de novembre pour que la réalité des faits l'emporte. Michel Debré, avec cet à-propos qui le caractérise, a très tranquillement mis un terme à tout cela. Il nous a appris, quasiment en même temps que « les deux chefs d'Etat pouvaient contempler avec satisfaction la stabilité qui régnait dans leurs deux pays », que « le général Franco était parfaitement au courant des affaires internationales, et s'inquiétait de manière précise de la situation française », enfin que des intérêts français existant en Espagne, il était indispensable de s'en préoccuper, de les développer, et de prendre garde à leur donner toutes leurs chances dans un marché destiné à se développer.

Ce mélange de bêtise et de cynisme qui est le propre du chef actuel de la diplomatie française n'étonnera que les naïfs. Même s'il en rajoute, Michel Debré a exprimé crètement une situation.

Il est vrai que le capitalisme français cherche, depuis des années, à s'imposer en Espagne, et que les intérêts en cause ne sont pas négligeables. Il est vrai que les mouvements en cours en Espagne étaient peu rassurants pour ces capitaux. Il est vrai, enfin, que Michel Debré s'est conduit en parfait commis du patronat français, dans l'espoir vain au demeurant qu'il lui en serait tenu compte plus tard. Ce qu'il ignore sans doute, c'est que la fraction de la droite, aujourd'hui attaquée par les ultras du régime, n'oubliera pas de longtemps les incroyables propos qu'il vient de tenir à Madrid. A comparer les discours de Debré et du ministre des Affaires étrangères espagnol Castiella, on s'interroge sur les fonctions de chacun. Les chancelleries internationales n'en ont pas moins ri, quand elles ont vu Debré souligner la merveilleuse lucidité de Franco.

Mais revenons à l'essentiel : les intérêts du capitalisme français en Espagne.

La France, troisième pays investisseur

Il est peu connu, en effet, que de 1959 à 1966 — et le mouve-

ment n'a depuis fait que s'accroître — les investissements français en Espagne atteignent la somme de 31 millions de dollars. La France vient en troisième position après les Etats-Unis et la Suisse.

Forges de Basse-Indre (Carnaud Galicia SA, avec 63 % du capital, Oleo Metalgráfica del Sur SA); **Progil** (Progil Ibérica SA, Comercial Química SA, Odiel Química SA, SA para el Tratamiento de



A. D. N. P.

A ne prendre que Saint Gobain, dont il a été abondamment parlé ces dernières semaines, il contrôle en totalité le marché espagnol du verre, au travers de quatre filiales. Sans parler de la Cellulose du Pin (filiale de Saint-Gobain) qui contrôle les entreprises essentielles dans le domaine de la cellulose.

Pechiney réalise en 1966 un chiffre d'affaires d'un milliard de francs, au travers de ses quatre filiales, tandis que Renault, avec sa filiale FASA-Renault, est devenu le second constructeur d'automobiles espagnol.

La liste qui suit permet de récapituler les principales entreprises françaises ayant des filiales en Espagne.

Entreprise Minière et Chimique (Potasas Ibérica SA); **Compagnie des Compteurs** (Contadores SA, Contadores y Material Industrial SA, Patrimonial COMPSA); **Hispano-Alsacienne** (Hispano-Alsaciana de Construcciones Mecánicas); **Boussois-Souchon-Neuvesel** (CE para la Fabricación Mecánica del Vidrio, Pablo Vilella SA, avec 50 % du capital); **Ciments Lafargue** (Sevillana de Cementos Lafargue SA); **Roussel UCLAF** (Laboratorios Roussel Amor Gil SA, avec 80 % du capital); **Alsthom-Neyrpic** (Alsthom Española SA, Neyrpic Española SA, General Eléctrica Española SA, avec 24 % du capital); **Carnaud et**

Aguas, Insecticidas Cóndor SA; **Fives Lille-Cail** (Fives Lille-Cail Ibérica SA, Portland de Mallorca SA); **Ferodo** (Ferodo Española SA, Faessa y Men-Par SA, Fraymón SAE); **Prouvost** (Lanera Hispano Francesa SA, Hilaturas Prouvost-Estambre Riojana SA); **Générale de Télégraphie sans Fil** (Componentes Electrónicos SA); **Saint Frères** (Textiles del Sur); **Ciments Français** (Canteras de Liendo, Cementos Rezola, Cementos del Sur); **Usines Chausson** (Radiadores Puma Chausson SA, avec 63,8 % du capital); **Compagnie de Mokta** (Andaluza de Minas SA, avec 60,5 % du capital); **Papeteries de France** (Torras Domenech, avec 20 % du capital); **Carbonisation et Charbons Actifs** (Bentonitas y Minerales SA, GECA Española, Alginatos y Coloides Españoles SA); **Fenwick** (SA Maquinaria Fenwick, avec 81,3 % du capital); **Gervais-Danone-Bel** (Gerdabel SA).

On comprend du coup les propos de Debré, et pourquoi A. Bettencourt, ministre de l'Industrie, va rapidement faire un voyage à Madrid.

On comprend aussi à quel point nos combats sont solidaires. Il me souvent de ce militant madrilène qui me disait : « Si vous voulez nous aider réellement, finissez-en avec le gaullisme, et attaquez-vous au capitalisme français. » □

Le gendarme se déguise

Henri Beley

Depuis qu'il est Président des Etats-Unis, Nixon est devenu prudent. Compte tenu des immenses capacités d'oubli des peuples et en particulier de la mémoire ultra-courte de ceux qui ont pour métier d'informer, il parviendra, n'en doutons pas, à effacer sa réputation de « combinard » et les propos réactionnaires qu'il tenait jadis. Non seulement il ne parle pas souvent, mais quand il parle, il possède le talent difficile de dire le moins de choses possible avec le maximum de mots. Sa récente conférence de presse — tenue pour annoncer son voyage en Europe — est à cet égard un véritable chef-d'œuvre.

Nous sommes loin des propos grandiloquents et hypocrites sur Dieu, la Liberté et le Progrès auxquels Johnson (fidèle en cela à une des plus vieilles traditions américaines) nous avait accoutumés. Nixon, lui, est et se veut le représentant d'une équipe au pouvoir. Le temps des bavardages inconsidérés et des promesses trop hâtives est terminé : il s'agit aujourd'hui d'être sérieux et d'avancer pas à pas. Sans vouloir comparer deux situations politiques et historiques fondamentalement différentes, on peut presque dire que l'équipe de Nixon est à Johnson ce que la direction collégiale soviétique est à Khrouchtchev : on suit sensiblement la même politique, mais avec prudence et en gardant la tête froide.

Les paroles et les actes

L'intérêt d'une telle politique, c'est qu'elle obligera les observateurs à s'attacher un peu moins aux paroles du président des U.S.A. et un peu plus à ses actes. C'est ainsi que la nomination de tel haut fonctionnaire revêt une grande importance, car elle permet de soupçonner, par delà le brouillard des déclarations officielles, les intentions réelles de Nixon. Lorsque celui-ci déclare, par exemple, que les intérêts de tous sont mieux servis par le libre-échange que par un retour au protectionnisme, ou lorsqu'il dit qu'il importe, dans le cadre de l'aide aux pays sous-développés, d'augmenter les investissements privés, de diminuer les dépenses d'Etat et de faire appel, plus systématiquement que par le passé, à la compétence technique des universités américaines, on peut seulement en déduire que Nixon est bien le fidèle porte-parole de Wall Street — ce qui n'apprend rien à personne. Mais lorsqu'on remarque qu'il a nommé le professeur John Hannah à la tête de l'A.I.D. (Agence pour le Dé-

veloppement International), sa stratégie à court terme commence à se préciser : il se trouve en effet que John Hannah, en tant que président de l'Université d'Etat du Michigan, avait autrefois accepté d'envoyer à Saïgon une mission universitaire (composée en partie d'agents de la C.I.A. auxquels furent délivrés de faux titres universitaires !) pour participer, entre autres, à la réforme de la police sud-vietnamienne... De plus, certains passages sybillins de la dernière conférence de presse de Nixon commencent à s'éclairer. Ainsi, à propos de l'Amérique latine, il affirme que « l'une de nos difficultés passées - dues à d'excellentes intentions - est née du fait que nous avons



A.F.P.

trop mis l'accent sur ce que nous allions faire pour l'Amérique latine et pas assez sur ce que nous allions faire avec nos amis latino-américains. » On peut donc en déduire d'ores et déjà que l'« Alliance pour le Progrès » (dont la faillite n'est plus mise en doute par personne aujourd'hui) est définitivement enterrée et que l'« aide » américaine prendra des formes beaucoup plus discrètes, où les universités américaines joueront, plus encore que naguère, un rôle qui n'entre pas précisément dans leurs attributions officielles...

Discrétion et efficacité

Si l'on examine maintenant les autres champs d'activité de la diplomatie américaine, on peut se demander si la devise de Nixon n'est pas « discrétion et efficacité ». D'abord, l'accent est nettement mis sur le principe de la multiplication des conversations bilatérales.

En d'autres termes, il s'agira pour les U.S.A. d'exercer sur les autres pays une pression dont la discrétion sera à la mesure de la volonté américaine de domination : la mode des uniformes trop voyants est passée ; les gendarmes du monde vont tenter de se transformer en inspecteurs en civil. Mais la volonté de domination demeure : ce n'est pas pour rien que Nixon a rappelé la « grande alliance » américano-européenne « cimentée il y a 20 ans par une peur commune ». Et quand il ajoute, à propos du traité de non-prolifération nucléaire : « Si nous insistions lourdement, particulièrement en public (c'est nous qui soulignons) pour tenter d'obtenir que les autres suivent notre exemple, cela ne nous rapprocherait guère de nos objectifs », on peut en déduire (toujours à la lumière des indices que nous avons relevés) que les U.S.A. sont toujours aussi disposés à insister, même lourdement le cas échéant, mais de façon à ne pas apparaître pour ce qu'ils sont... Discrétion avant tout ! Loin de ne plus chercher à forcer la main à l'Europe, les U.S.A. entendent au contraire réaffirmer leur leader-

ship, mais en respectant la susceptibilité nationale (c'est-à-dire publique) de leurs partenaires : « Je pense qu'en fin de compte, la plupart de nos amis d'Europe occidentale suivront notre exemple », déclare encore Nixon à propos de la non-prolifération. « Je tenterai de les persuader, mais je n'essaierai certainement pas de faire appel au chantage ou à la brutalité pour les ranger à nos vues... » Autrement dit, il existe d'autres moyens de pression plus efficaces : l'ex-président Johnson appréciera...

Donc, peu de bruit, mais des résultats, grâce à des pressions concrètes. On peut déjà juger des résultats : le Canada envisage d'interdire l'accès de son territoire aux déserteurs américains... On peut donc parier que la tournée européenne de Nixon sera fructueuse (pour les Etats-Unis, bien sûr) et que nos gouvernements

« nationaux » verront leur dignité sauvegardée, à défaut de leur indépendance.

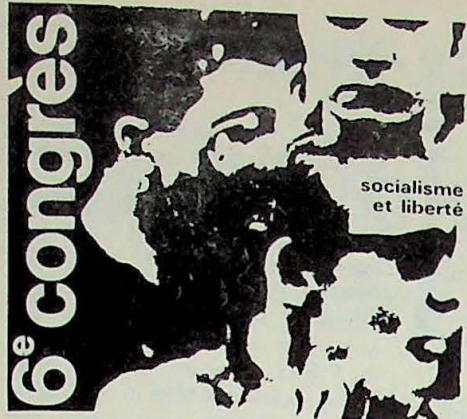
Vers des accords "réalistes"

L'U.R.S.S. se félicite sûrement d'avoir en face d'elle un tel partenaire. La politique précipitée de Johnson ne rendait pas la coexistence pacifique facile à instaurer. Avec Nixon — représentant plus conséquent d'un pouvoir industriel et financier qui a autant d'intérêt que le pouvoir bureaucratique soviétique à mettre sur pied des relations de bon voisinage, dans le respect surtout des « intérêts légitimes » — des accords « réalistes » vont enfin être possibles. Au Moyen-Orient en particulier, où depuis un an, se dégage une nouvelle force, aussi opposée au gouvernement israélien qu'aux gouvernements arabes, et qui pour la première fois semble dangereusement refléter les aspirations du peuple palestinien. Rien d'étonnant que Nasser — pour ne prendre que cet exemple — craignant à juste titre des répercussions sur la situation intérieure de l'Egypte, préfère une fois de plus regarder non seulement du côté de Moscou, mais du côté de Washington. Tout aussi inquiets que lui par la présente évolution de la situation, Russes et Américains ont tout intérêt à chercher un terrain d'entente et à faire pression ensemble sur tous les gouvernements du Moyen-Orient. Là encore, la politique de Nixon est habile et discrète : il accueille favorablement des appels du pied de Nasser, tout en livrant des avions à Israël — livraison qui, on s'en doute bien, ne s'est pas faite sans contrepartie. Il pose enfin une fois encore le principe des conversations à deux dans le but de préparer la rencontre des Quatre Grands — des conversations avec l'U.R.S.S. ayant, bien sûr, plus d'importance que la confiance qu'elles visent à préparer.

Reste à savoir maintenant si les Palestiniens, ces empêcheurs de tourner en rond dans le désert des « intérêts légitimes », vont accepter de bon gré la mise en application d'une politique qui, bien qu'elle les concerne au premier chef, semble vouloir se faire sans eux... □

Vos communications intérieures et extérieures s'accélèrent...

Faites connaissance avec l'équipement le plus moderne et le plus sûr : l'offset de bureau GESTETNER. Dans une des 35 succursales Gestetner, vous pourrez toucher du doigt la qualité de reproduction, la simplicité de conduite, la rapidité des tirages et changements. → Voulez-vous vous joindre aux responsables industriels, commerciaux et administratifs que nous convions à nos stages-éclairés ? Dans une ambiance détendue, vous pourrez vous faire une opinion. Demandez votre invitation personnelle à Gestetner - Service 250 - 71, Rue Camille Groult, 94-VITRY. Tél. : 482-47-85. → « Communiquer plus et plus vite » c'est le titre de la documentation que Gestetner a établie à votre intention. Demandez-la au Service 687.



Sur la société socialiste à construire

Maurice Combes

Lors du vote sur les thèses au Comité Politique National, je me suis abstenu sur un certain nombre d'entre elles, en particulier sur la thèse 6 qui me semblait devoir être profondément remaniée. C'est pourquoi je soumetts à la discussion du Parti, en vue du Congrès, le texte ci-dessous qui reprend pour l'essentiel les points de vue exprimés en septembre dernier par un certain nombre de camarades s'inspirant du livre de Gilles Martinet « La Conquête des Pouvoirs ».

Je tiens en outre à rappeler que dix-sept membres du C.P.N. ont refusé de se prononcer sur l'orientation générale des thèses, préalablement à l'ouverture de la discussion dans l'ensemble du Parti.

1 La révolution de mai 68 a montré que les sociétés industrielles dominées par le capitalisme d'organisation connaissaient encore des luttes de classes et des contradictions génératrices d'une exigence socialiste. Cependant ce socialisme ne peut être que démocratique, le mouvement de mai ayant mis en cause les modes traditionnels de commandement, de gestion et d'administration. Il faut d'ailleurs souligner que cette contestation a été avant tout l'œuvre de la jeunesse étudiante et salariée, cela en raison même de l'évolution du capitalisme et de la survivance de ses formes les plus archaïques dans notre pays.

2 Cette exigence de démocratisation n'est pas propre aux sociétés de type néo-capitaliste ; elle se manifeste dans toutes les sociétés industrielles, y compris dans celles de type socialiste. Jamais elle n'est apparue avec autant de force et de clarté que dans l'expérience tchécoslovaque telle qu'elle s'est développée depuis janvier 1968 et telle que l'armée soviétique s'est efforcée de l'étouffer par son intervention.

Celle-ci pose naturellement le problème des contradictions entre pays socialistes. Du fait de son arriération économique et de l'hostilité de l'entourage capitaliste, de la guerre civile et des nécessités de l'industrialisation, du fait également de l'exigence du parti unique, l'U.R.S.S. a édifié un modèle de socialisme bureaucratique et autoritaire de moins en moins exportable, en particulier dans les pays hautement industrialisés comme le nôtre. La disparition de Staline — si elle a entraîné celle des traits les plus barbares du système — n'a pas pour autant débouché sur un socialisme démocratique, faute d'une remise en cause fondamentale. Il en est de même du réexamen des méthodes de planification dans les pays de l'Est qui vise seulement à atténuer les défauts les plus criants de la centralisation économique.

Quant aux expériences de la révolution culturelle chinoise et de la révolution cubaine, si elles ont en principe pour but d'éviter la réédition des phénomènes de cristallisation so-

cialiste qui se sont développés en U.R.S.S. et dans les autres pays socialistes, elles ne s'appliquent pas moins à des pays encore en voie de développement et laissent subsister le monopole du Parti Communiste, source unique du pouvoir et du contrôle de la propriété sociale. L'adoption des modèles chinois ou cubain ou la résurgence du vieux trotskysme (tentative de retour à l'église bolchevique primitive), qui sont le fait de certains groupes en France et en Europe Occidentale, constituent chez certains militants de simples transferts psychologiques, mais chez les jeunes ont une autre signification. Il s'agit de phénomènes marginaux liés à l'incapacité des grandes organisations de définir une politique socialiste cohérente. Il s'agit d'une forme aiguë (et en même temps élémentaire) de révolte contre la société industrielle et le type de civilisation qu'elle sécrète.

L'expérience yougoslave elle-même, en dépit de ses aspects novateurs, ne doit pas faire illusion. Elle est toujours dominée par l'existence du parti unique et l'autogestion n'exclut pas les tendances plébiscitaires et corporatistes au sein des entreprises. La voie d'un modèle français et plus largement européen vers le socialisme reste donc à découvrir.

Il faut souligner toutefois que la réforme tchécoslovaque ne s'inspirait pas des thèses léninistes sur le dépérissement de l'Etat. Appliquée à un pays industrialisé, née de la crise du système de gestion bureaucratique et de planification administrative, elle procédait à la recherche plus ou moins empirique des moyens capables de surmonter les contradictions qui caractérisent aujourd'hui les sociétés socialistes, contradictions que Marx et Lénine ne pouvaient connaître. Tout projet socialiste qui n'en tiendrait pas compte, qui se contenterait de dénoncer la bureaucratie et d'énoncer des solutions de caractère volontariste serait par là-même voué à l'échec.

3 Toute société de transition vers le socialisme connaît et connaîtra les oppositions entre la ville et la campagne, entre les régions privilégiées et les régions défavorisées, entre les couches de travailleurs plus ou moins bien rémunérées, entre ceux qui ont été à l'Université et ceux qui n'y sont pas allés, entre ceux qui exercent des fonctions de direction et ceux qui accomplissent des tâches d'exécution, entre les gouvernants et les gouvernés. Par ailleurs, il faut souligner que l'appropriation formelle des moyens de production n'implique pas leur socialisation réelle. L'étatisation va de pair avec la planification autoritaire.

Si une planification impérative de caractère socialiste exige le contrôle des pôles principaux de domination économique, ce contrôle doit s'effectuer par le moyen de grandes unités économiques dotées d'une autonomie

de gestion et placées sous le régime de la double propriété (étatique et collective).

La société socialiste en construction comportera comme toutes les sociétés industrielles modernes des tendances à la bureaucratisation et à la différenciation sociale. On ne les combattra pas efficacement par de simples déclarations ou par des mesures administratives du pouvoir central mais en prévoyant un certain nombre d'institutions et de procédures de nature à garantir l'exercice de la démocratie socialiste.

A cet égard, l'idée d'une action prioritaire pour la conquête d'un pouvoir ouvrier au seul niveau des entreprises relève davantage de l'utopie anarchisante que de la dialectique marxiste. La prise du pouvoir politique doit au contraire favoriser la conquête des centres décisions à tous les niveaux : non seulement au plan des entreprises, mais également à celui de la région (sous réserve que celle-ci ait des dimensions suffisantes pour constituer une entité économique véritable et qu'elle soit gérée démocratiquement), enfin au niveau des organismes de planification.

Pour que les travailleurs puissent prendre progressivement sous leur contrôle l'organisation et la finalité de la production sociale, il faut lier étroitement les problèmes de pouvoir dans l'entreprise et ceux de la détermination des objectifs du plan. D'autre part, si les syndicats doivent conserver leur indépendance, ils ne sauraient être confinés dans un rôle de contestation.

En ce qui concerne la gestion des entreprises, il convient d'aboutir à une information complète du personnel, au contrôle de l'ensemble des décisions prises, à la consultation sur la politique à long et à moyen terme, à la prise en charge par les travailleurs eux-mêmes de l'organisation du travail dans les ateliers, bureaux et laboratoires. Toute expérience d'autogestion ne pourrait avoir lieu que dans le secteur public et avec l'accord du gouvernement socialiste.

Quant aux mécanismes de la planification, ils devront jouer : 1°) à l'occasion de l'élection des assemblées nationales et régionales dont les mandats devraient coïncider avec la durée des plans (nationaux et régionaux) ; 2°) dans le courant d'une période de planification par le biais de multiples organismes où représentants de l'Etat, des entreprises et des syndicats se trouveront associés ; 3°) par le moyen de référendums portant sur des choix essentiels impliquant plusieurs projets de plan.

L'exercice de la démocratie socialiste suppose que des programmes divergents s'identifient à des équipes d'hommes acceptant et postulant les responsabilités gouvernementales. C'est dire qu'il est inséparable de la garantie des libertés fondamentales en matière politique, philosophique et

religieuse. Cela implique la nécessité d'un statut de la presse et de la radio-télévision permettant la libre expression des opinions contradictoires mais aussi la reconnaissance du droit à l'organisation sur le plan politique. Au pluralisme social des sociétés de transition doit correspondre un pluralisme politique.

4 Depuis une douzaine d'années, un courant socialiste — dont le P.S.U. est l'expression principale — s'est développé en raison des crises et des fautes des organisations traditionnelles se réclamant du socialisme. Il est évident aujourd'hui que ce courant ne saurait contribuer à la construction d'une société socialiste en France sans tirer les leçons des expériences étrangères, sans tenir compte des particularités du capitalisme français, de la pratique des partis traditionnels et de l'environnement international.

La grande chance du socialisme dans ce pays réside dans l'inaptitude d'une grande partie du capitalisme français à modifier ses méthodes de gestion et d'organisation, ce qui retentit sur les structures politiques et administratives ; elle réside également dans l'incapacité du régime à résoudre certains problèmes fondamentaux : création d'un enseignement libéré des contraintes formalistes et néo-capitalistes en même temps que des privilèges sociaux, logement, plein-emploi, réforme des structures agricoles, cela en faisant face aux exigences de la concurrence internationale accrue par la réalisation du Marché Commun et du Kennedy Round.

Devant une telle situation, on ne saurait sous-estimer les tendances au dogmatisme et à l'opportunisme qui se manifestent dans les partis de gauche traditionnels (le mouvement de mai l'a bien montré), mais on ne saurait pour autant négliger les courants modernistes qui se font jour dans la social-démocratie, en même temps que des tentations centristes, l'importance du Parti Communiste et le poids en son sein des survivances stalinien-nes. Autant de facteurs positifs et négatifs qui ne manqueront pas d'influencer le passage au socialisme dans notre pays, lorsque les conditions d'une telle mutation révolutionnaire se feront jour.

Enfin l'Etat socialiste français, tout en maintenant des liens économiques étroits avec les pays voisins devra éviter de se laisser étouffer par l'environnement international. Il sera amené à soutenir les tendances à l'indépendance de l'Europe face à l'impérialisme américain, principal adversaire du socialisme.

Le mouvement socialiste en France ne saurait négliger non plus l'aide aux pays du Tiers Monde où se trouve le véritable prolétariat de notre temps. Sans nier les contradictions qui peuvent surgir entre pays inégalement développés, il soutiendra l'action des pays du Tiers Monde s'inspirant d'une politique socialiste. □

WIE militante

Le PSU au microscope

Philippe Guyot

Lorsque les princes du régime auront terminé leurs vains débats sur l'opportunité du référendum, nous connaîtrons peut-être les détails des mesures soumises à la consultation populaire. En vérité, il nous importe d'ailleurs fort peu — Christian Guerche le rappelait ici même la semaine dernière — de peser soigneusement les finitions des habiletés gaullistes. Pourtant, ne fût-ce qu'une caricature, elle va réveiller le débat, relancer cette aspiration profonde dans le pays de voir rapprocher les pouvoirs des citoyens. Et il faut bien dire qu'un tel projet n'est pas sans poser des questions importantes à notre parti. Ne serait-ce que constatant l'inanité des efforts entrepris depuis plus de cinq ans pour doter le parti de structures régionales nonobstant de nombreuses décisions de nos différents congrès, il faut bien reconnaître que nous éprouvons quelque difficulté à nous insérer au niveau des véritables pouvoirs de décision qu'impose l'évolution socio-économique de notre pays. Certes, ces difficultés sont celles de nombre d'organisations au service de la classe ouvrière, mais n'est-ce pas plus inquiétant dans le cas de celle qui s'est donnée comme secrétaire

national l'auteur du rapport « Décoloniser la province ! ».

Il nous faut d'ailleurs d'autant plus nous préoccuper de cette dimension régionale que des idées sont dans l'air dont nous ne pouvons nous désintéresser. Lors de la convention nationale du mouvement Objectif 1972 en décembre dernier, M. Robert Buron lançait un appel à la création de « partis socialistes régionaux ». Au-delà des ambiguïtés redoutables, contenues dans une telle formule, il est certain qu'une initiative de ce genre pourrait voir se cristalliser, dans certaines régions, des animateurs d'un type nouveau dont nous avons le plus grand intérêt à discerner les caractéristiques, voire à rechercher certaines collaborations possibles.

Que ce soit au niveau des régions, des départements, des cantons ou des communes, le mouvement socialiste semble gagné, en ces premières semaines de 1969, d'un grand désir du retour à la base. On ne sait si c'est dû par un mécanisme analogue à l'offre publique d'achat, comme le laissait penser un récent article de Jacques Malterre, mais toujours est-il que toutes les informations reçues nous montrent des groupes, issus de ce que fut la fédération de la Gauche, empressés à mener campagne

dans le département, affirmant que l'action à la base aura raison des résistances du sommet. Le parti communiste français, quant à lui, n'entend certes pas prendre position sur les problèmes internes d'autres partis de gauche, mais comme il redoute malgré tout la concurrence, il multiplie les annonces fracassantes d'actions et meetings décentralisés aux quatre coins de la France.

Tout se passe donc comme si une certaine agitation provinciale allait marquer, dans les semaines et les mois qui viennent, l'action du mouvement ouvrier ? Qu'en est-il dans tout cela du P.S.U. ? Les raisons circonstancielles invoquées ici amèneraient déjà à nous poser la question. Elles ont en tout cas fait mûrir l'idée d'ouvrir, dans ces colonnes et dès la semaine prochaine, une vaste enquête pour scruter au plus près la vie et l'action du parti dans les différentes régions.

Il nous apparaît en effet qu'une telle recherche doit être, pour les militants socialistes que nous sommes, à la fois source d'information créatrice et de réflexion collective. Chacun a en effet le droit de savoir ce qui se fait ailleurs et quelle est l'assise réelle de la collectivité à laquelle nous appartenons. Mais, au-delà même de ce droit inaliénable à la connaissance, l'enquête que *Tribune* va mener pour ses lecteurs devrait permettre de confronter les titulaires de responsabilités au sein des différentes structures du parti. Car chacun dira les expériences menées, les projets, mais aussi les réussites récentes il serait bien étonnant que telle méthode employée ne coïncide pas avec la question que beaucoup se posent. Et puis nous pourrions isoler les problèmes généraux non résolus de structure et de vie au sein du parti et permettre ainsi un vaste débat constructif nous permettant de chercher ensemble comment faire sauter ces blocages.

Sans prétendre enfermer les interlocuteurs qui vont nous permettre de promener ce rayon de projecteur sur les différentes collectivités du Parti dans des cadres trop rigides, il nous semble que certains thèmes devraient être particulièrement mis en lumière. Il nous intéresse d'abord au premier chef de savoir dans quels milieux chacune de nos fédérations fait plus particulièrement porter ses efforts et si les adhésions recueillies correspondent aux priorités précédemment établies.

Cette recherche peut s'entendre en référence à des groupes axés sur un type de travail militant bien caractérisé, familial, syndical ou autres, à des individus marqués par l'influence d'autres mouvements politiques, à des milieux liés par des attaches philosophiques ou culturelles bien précises. Mais nous tenterons d'aller plus loin et de définir la base sociale caractéristique de chacu-

ne des régions du Parti. Il nous semble en effet qu'il est bien temps que chacune de nos fédérations se préoccupe de l'infrastructure sociale sur laquelle elle bâtit ses actions. Si l'on n'en est pas encore à établir des priorités, il nous paraît important, en liaison avec les définitions théoriques qu'entreprendra notre VI^e Congrès, de savoir si c'est parmi les chercheurs, les ingénieurs, les travailleurs intellectuels, les cadres, les techniciens, les fonctionnaires, les ouvriers que le Parti recrute le plus d'adhérents à la cause du socialisme. Une mention particulière devrait être accordée au phénomène des jeunes.

Le Parti a relancé son action depuis un an parmi les jeunes travailleurs. L'enquête de *Tribune* nous permettra de parfaire notre connaissance des réalités dans ce domaine et, déjà de tracer un bilan de l'action entreprise. Il ne devra pas s'agir seulement de dénombrer les jeunes membres du Parti mais d'étudier comment leur irruption a modifié, quantitativement et qualitativement, les structures qu'ils ont influencées.

Mais au-delà de la simple analyse des situations, il nous faudra surtout accorder une grande attention aux luttes menées ou impulsées par le Parti dans les différentes régions, en définir le caractère comme le déroulement, voir aussi en quoi le développement d'un travail politique local se transforme en renforcement du potentiel militant du Parti. Nous donnerons une grande importance à toute expérience originale dans les méthodes choisies pour s'adresser à la masse des travailleurs. Nous chercherons aussi à saisir le mécanisme de décision d'une action, nous voudrions en particulier comprendre si les fédérations du Parti ont une réelle autonomie ou si, au contraire, elles attendent des directives de Paris avant de prendre leurs décisions, comment elles ressentent elles-mêmes leurs relations d'interdépendance vis-à-vis de la direction nationale.

Notre œil inquisiteur cherchera aussi à pénétrer les mystères de l'organisation du Parti. Michel Rocard a l'habitude de dire que les responsables de nos fédérations ont un souci tout à fait insuffisant de la gestion administrative. Il nous faudra cerner ce phénomène de plus près et, autant que faire se peut, en prendre la mesure et peut-être l'expliquer. Pour l'approcher au plus près, nous essaierons d'en étudier quelques composantes : beaucoup de fédérations sont confrontées à des problèmes de liaison interne difficile, nous verrons comment elles y pourvoient ; presque toutes nos fédérations sont en butte à des problèmes financiers particulièrement lourds, nous verrons comment elles s'emploient à les résoudre ; toutes nos fédérations en ces semaines préparatoires au VI^e Congrès ont à organiser la réflexion théorique de leurs

adhérents, nous verrons comment elles s'acquittent de cette tâche.

Enfin, nous ne saurions sous-estimer les facteurs proprement humains qui dessinent au plus juste le contour vivant de l'implantation du Parti. Il n'est pas sans importance de discerner le type de dirigeants qui, dans chaque région représentent aux yeux de la masse le visage du P.S.U. Chaque fois que possible, nous tenterons de définir les raisons historiques qui ont créé la situation acquise. Bien sûr, les camarades avec qui nous nous entretenons nous diront leur conception de leur rôle et les difficultés qu'ils rencontrent. Et puis, nous essaierons ensemble de « chercher la femme » dans le Parti. C'est un scandale connu que l'élément féminin est totalement absent de nos organismes de direction, mais quelles sont les racines de cet état de fait ? Et qu'en est-il au niveau des régions ?

Voilà tout ce que nous voudrions savoir, comment le Parti se construit, comment il lutte, comment il s'administre et comment il vit. Certes, le projet est ambitieux, certes tous nos entretiens ne pourront répondre en détail à chacune de ces questions. Mais nous sommes confiants : des synthèses, même partielles, apparaîtront bien vite. Et nous nous y emploierons ! □

Réunions et meetings

Samedi 15 février :

— Clichy : colloque sur « régimes communistes et démocratie socialiste » avec la participation de Pierre Naville.

— Rencontre nationale des agents E.D.F., adhérents au P.S.U. : 14 h 30, au siège du Parti.

Jeudi 20 février :

— Amiens : meeting avec André Barjonet sur « Syndicat et politique ».

22 et 23 février :

— Meurthe-et-Moselle : week-end sur les problèmes internationaux avec Manuel Bridier.

Lundi 24 février :

— Noisy-le-Sec : meeting avec Michel Rocard.

Mercredi 26 février :

— Amiens : meeting avec Abraham Behar.

— Rouen : meeting avec Marc Heurgon.

Jeudi 27 février :

— Thionville : meeting avec Manuel Bridier.

— Paris (20^e) : meeting avec Michel Rocard.

Conférence presse reportée

La Conférence Nationale Presse, qui devait se tenir les 15 et 16 février est reportée après le Congrès.

Un certain nombre de Fédérations ont, en effet, fait remarquer qu'il était difficile de préparer en même temps une Conférence Nationale presse sérieuse et le Congrès.

Dans ces conditions, une Commission sera chargée au Congrès de préparer et de convoquer la Conférence Presse à une date proche du Congrès.

La révolution et l'état

Interview d'Henri Lefebvre

Bien qu'il n'appartienne pas au P.S.U. le philosophe marxiste Henri Lefebvre participe, par ses écrits, au débat théorique qui nous concerne au premier chef. Pour lui, une question essentielle demeure aujourd'hui posée à ceux qui se réclament du socialisme : celle du dépérissement de l'Etat. Tel est le problème dont nous nous sommes entretenus avec lui.

T.S. : Dans votre dernier livre, « L'irruption de Nanterre au sommet », vous consacrez un chapitre au « besoin théorique ». Quel problème vous paraît être au cœur de ce besoin ?

H.L. : Il est vrai que l'on parle beaucoup de vide théorique. Expression qui n'est pas complètement inexacte, mais qui appelle quelques rectifications. Il serait plus exact de parler d'un vide politique, l'un n'allant d'ailleurs pas sans l'autre. La question fondamentale, posée depuis un siècle et demi, question théorique et pratique à la fois, est celle de l'Etat.

Résumons ce parcours historique. Hegel est le grand théoricien de l'Etat. Pour lui, son système philosophique n'est que l'expression, au niveau de la pensée, d'une rationalité pratique accomplie et parfaite : celle de l'Etat. Dès ses premières œuvres, Marx critique la conception sociologique, historique et politique, de l'Etat hégélien. Pour Hegel, l'Etat est à la fois le ciment de l'édifice social et son couronnement. Il réalise la raison humaine, c'est-à-dire la philosophie elle-même. Le support de cette réalisation rationnelle, c'est la classe moyenne et plus exactement celle des fonctionnaires, à la fois compétents et responsables. L'œuvre philosophique de Hegel implique une justification des classes moyennes et une légitimation de la bureaucratie, qu'on attribue aujourd'hui trop fréquemment à Max Weber.

Marx attaque cette position hégélienne sur toute la ligne, sans pour cela refuser la notion hégélienne de mouvement dialectique de l'histoire. Au contraire, Marx accentue ce mouvement dialectique en attribuant à la classe ouvrière la capacité de briser cet Etat, de remplacer la classe moyenne comme un support de la rationalité sociale, et de mener l'Etat à sa fin.

C'est donc sur l'Etat et la théorie de l'Etat que se fait la rupture décisive de la pen-

sée marxiste avec l'hégélianisme. Il ne s'agit pas d'une coupure épistémologique, comme l'a dit Althusser, ce qui masque la réalité historique. Il s'agit d'une coupure historique portant sur le contenu même de l'histoire et sur son sens. On ne peut pas davantage attribuer cette coupure à on ne sait quelle « pensée de jeunesse » de Marx, qui laisserait place ensuite à une pensée plus mûre. Depuis les premières œuvres de Marx jusqu'à son testament politique, la « Critique du programme de Gotha » en 1875, une critique toujours plus percutante de l'Etat est au centre de la pensée marxiste. Cette pensée se précise sur le plan économique et stratégique. Elle reste fidèle à son orientation initiale.

T.S. : Comment se fait-il alors que le socialisme d'Etat ait pu, et puisse encore se recommander de Marx ?

H.L. : Ceci est d'autant plus étrange que Lénine a pleinement confirmé cette orientation en adaptant et en précisant la théorie marxiste du dépérissement de l'Etat. Pour Lénine, la révolution prolétarienne, c'est-à-dire la dictature du prolétariat doit amener et assurer le dépérissement de l'Etat.

Tout ceci est élémentaire. Si le terme « révisionnisme » a un sens, il désigne cet abandon théorique et pratique d'une théorie marxiste-léniniste fondamentale. En fait, le révisionnisme date de loin. Il remonte, non pas à Bernstein ou à Kautsky, mais à Ferdinand Lassalle, si souvent critiqué par Marx comme « pseudo-marxiste ».

En vérité, c'est-à-dire selon la vérité historique, il y a un lassallisme très différent du marxisme, et qui, jusqu'à présent, l'a emporté depuis un siècle. Il serait facile de compter ses victoires sur le marxisme. Il serait aussi facile de compter les hommes d'Etat qui ont été lassalliens tout en se réclamant de la conception marxis-

te de l'Histoire. Le moindre d'entre eux ne serait pas Joseph Staline !

T.S. : Et après lui ?

H.L. : Aujourd'hui, la situation est à nouveau changée. Le socialisme d'Etat a peut-être été une fatalité historique, mais le fait essentiel c'est qu'il s'épuise, il est à bout de souffle. Le socialisme d'Etat a donné lieu à la planification autoritaire, centralisée, qui a eu le mérite de lancer dans le monde moderne la notion de plan, mais qui a maintenant montré ses limites. Dans un tel Etat, c'est la puissance répressive qui se renforce, et non la capacité rationnelle de gestion et d'organisation. C'est par conséquent le modèle hégélien de l'Etat, ce modèle confondu avec la théorie marxiste de l'histoire, qui se discrédite et s'effondre.



D.R.

T.S. : Voudriez-vous dire que l'on assisterait à un certain dépérissement de l'Etat ?

H.L. : Pas au sens marxiste, car selon Marx et Lénine le dépérissement de l'Etat est un processus historique contrôlé et maîtrisé par les forces politiques, c'est-à-dire par la classe ouvrière révolutionnaire, par la dictature du prolétariat instaurant une démocratie élargie et complète. On dit un peu partout que le dépérissement de l'Etat est impossible. On dit également que la dictature du prolétariat n'a plus de sens. Il faut mettre en rapport ces deux attitudes politiques, pour lesquelles l'Etat et les appareils politiques ne peuvent et ne doivent pas dépérir.

Mais on peut remarquer que, sans dépérir d'une manière contrôlée et maîtrisée, sans que le politique se résorbe ainsi dans le social, l'Etat et les appareils d'Etat peuvent pourrir. Ne serait-ce pas ce qui se passe de nos jours ? Un peu partout, l'Etat se montre et s'avoue incapable de gérer les affaires de 50, 100 ou 200 millions d'êtres humains. Il lui faut donc déconcentrer, régionaliser, etc. Le problème, pour le pouvoir d'Etat, c'est de laisser le maximum de responsabilités et le maximum de charges aux unités qu'il

se subordonne, sans renoncer à la moindre parcelle du pouvoir absolu. Or, cette entreprise est délirante. L'idée de maintenir un pouvoir absolu et une stratégie politique absolue au-dessus d'une société de plus en plus complexe est irrationnelle. Il en résulte qu'un peu partout dans le monde l'Etat se dissocie, il perd cette belle intelligibilité et cette rationalité que Hegel lui attribuait. Ce n'est pas seulement qu'il s'alourdisse d'une bureaucratie colossale, c'est que la puissance étatique se partage désormais entre les technocrates, les militaires et les politiques proprement dits.

Dans cette trilogie, le poids de l'armée est de plus en plus grand. Cela ne vient pas seulement de la violence latente ou avérée que permet la puissance militaire, cela vient aussi du rôle économique de l'armée, de son rôle technique. L'armée passe des commandes, prévoit et planifie, l'armée est en tête des recherches techniques. Ce délabrement de l'Etat, sous couvert d'un renforcement, est le phénomène majeur de l'actualité politique. Qu'arrivera-t-il lorsque l'armée aura le pouvoir dans tous les pays du monde ? Laissons chacun méditer sur cette ironie de l'histoire... Il est évident que les pays socialistes n'en sont pas à l'abri.

T.S. : N'y a-t-il pas une alternative à ce sombre avenir ?

H.L. : Tout le problème est de savoir si l'on peut proposer aujourd'hui un modèle socialiste qui ne soit pas le socialisme d'Etat. Devant ce problème, la pensée socialiste hésite. On la voit ici et là envisager timidement cette hypothèse. Il est évident que c'est l'hypothèse révolutionnaire. Mais qu'elle n'a pas devant elle une voie royale, toute tracée. Il n'y a pourtant pas d'autre voie. L'idée de voie particulière à chaque pays, un peu différente selon les pays, mais offrant de simples variations par rapport au modèle soviétique, c'est la voie de l'impuissance et de l'incapacité d'une pensée marxiste renouvelée. Les petites incartades et les cavalcades idéologiques d'un Roger Garaudy ne sont pas autre chose.

Je regrette que beaucoup de livres récents, ou d'articles, n'aillent pas jusqu'au bout de cette question. C'est notamment le cas des publications d'Annie Kriegel. En présentant le P.C.F. comme une « contre-société » au sein de la société bourgeoise, elle dresse pour lui un plaidoyer subtil et profond. La vérité est que ce parti est un contre-Etat, un Etat dans l'Etat, construit selon le modèle soviétique tel qu'il était au moment où il avait des justifications historiques (bon-

nes ou mauvaises, là n'est pas la question). Aujourd'hui, insistons bien sur ce point, ce modèle est à bout de souffle. Voilà le problème théorique et pratique fondamental. Si le modèle d'un socialisme non-étatique est impossible, s'il n'est pas réalisable, alors c'est le socialisme qu'il faut abandonner. Si l'autogestion généralisée est incapable de procéder à une réorganisation démocratique, à partir de la base jusqu'au sommet, de la société actuelle, alors les appareils politiques l'emportent. La route est barrée, l'horizon se bouche.

T.S. : Comment concevez-vous l'harmonisation de l'autogestion généralisée et d'une planification démocratique ?

H.L. : Il faut convenir que l'expérience yougoslave n'est pas concluante. Le rapport entre l'autogestion d'une part, et d'autre part l'économie de marché, le contrôle des investissements, la prise en compte des coûts de production, etc. est loin d'être clair. Ce qui revient à dire que la relation, dans une société socialiste, entre les parties et le tout, entre le local et le général, fait encore problème.

Il faut développer l'hypothèse d'après laquelle la société socialiste implique à la fois un réseau, à la base, d'organisations démocratiques exprimant et défendant tous les intérêts, et d'autre part un traitement, par les moyens techniques les plus perfectionnés (informatique) de toutes les informations concernant les échanges, le marché, les coûts de production, les investissements, bref, le développement global d'une société hautement industrialisée et urbanisée. Le pouvoir politique, n'exerçant que des fonctions d'arbitrage, dépérit en tant que pouvoir répressif et remplace la contrainte par la gestion, selon une formule qu'il n'y a aucune raison de délaisser !

Ce qui laisse place à la spontanéité, à la reconstruction « de bas en haut » des rapports sociaux.

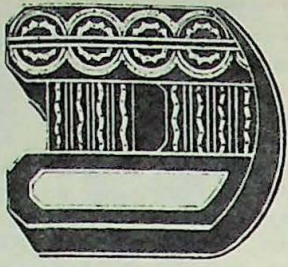
Il faut bien dire que ce modèle n'existe pas encore, qu'il est encore à élaborer. S'il ne peut l'être, alors il faut avouer que ce ne sont pas seulement Dieu et l'homme que la mort a emporté, mais que nous assistons à la mort de l'histoire.

(Propos recueillis par Jacqueline Giraud.)

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04
Permanent de 14 h à 24 h

L'Astragale



Une symphonie antiraciste

Bernard Sizaïre

Maurice Béjart reprend pour quelques soirs sa version chorégraphique de la 9^e symphonie de Beethoven (1). Cette nouvelle série de représentations d'un ballet auquel le Mouvement contre le racisme et l'antisémitisme (M.R.A.P.) décerna le prix « Fraternité » il y a deux ans, intervient au moment où le juif « casse » de l'arabe et le « bicot » bouffe du juif.

Quand les déchirements tribaux continuent d'ensanglanter l'Afrique, quand l'apartheid et les émeutes raciales ne cessent de défigurer la face du monde, le racisme reste à l'ordre du jour, même s'il est devenu, ici ou là, plus patelin. Mais après tout, ne sommes-nous pas tous des juifs allemands ?

Une audace généreuse

Béjart a le sens de la grandeur, certains diraient « la folie ». Cette folie spectaculaire, est une des plus belles formes de générosité quand trop de représentations mesquines, étriquées ou timorées nous font oublier les possibilités d'épanouissement de la danse et du théâtre (2).

Mobilisant plus de 300 interprètes, dont une centaine de danseurs, Béjart suit fidèlement les idées musicales de Beethoven qui faisait surgir progressivement l'ordre et la clarté de bouillonnement chaotique initial. Le chorégraphe a d'abord exalté les forces vives élémentaires qui s'extériorisent par la danse et la musique avant de s'harmoniser dans une montée vers la pure lumière où hommes de tous pays et de toutes races se confondent en une ronde fraternelle.

Une santé explosive

Les puristes pourraient se demander ce qu'est devenu le « style Béjart » dans cette superproduction. Qu'ils se rassu-

rent, l'ampleur de l'entreprise n'a pas corrompu l'intégrité du vocabulaire gestuel, dont nous retrouvons avec émotion la puissance de concentration. Même sens aigu de l'espace sur cette piste circulaire où les ensembles vivent et évoluent en une perpétuelle diversification de gestes et d'attitudes. Même esprit de synthèse qui permet l'assimilation et la fusion des styles les plus divers et les plus contradictoires.

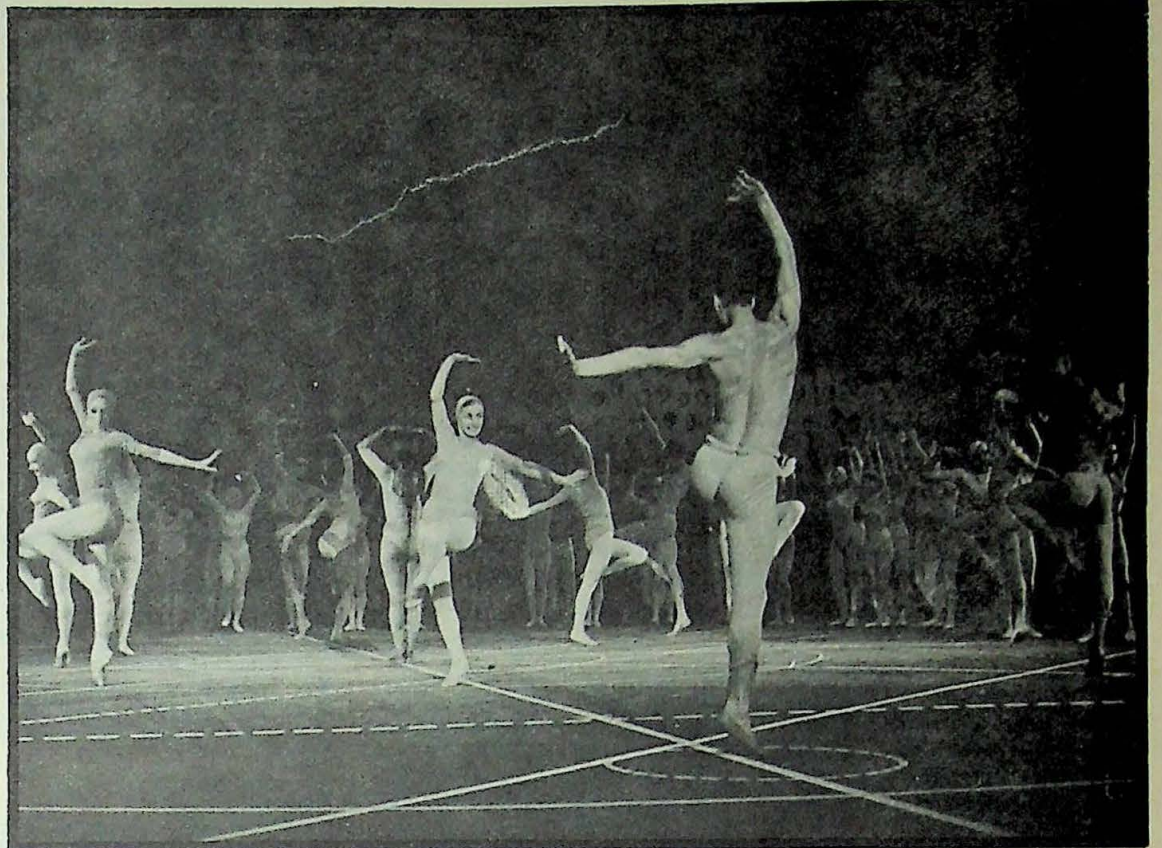
Quant à la troupe, elle fait preuve d'une sûreté et d'une homogénéité rarement égalées, ainsi que d'une santé explosive.

Le sens des grands mots simples

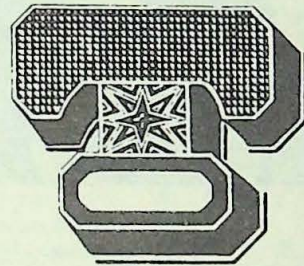
Qu'importe alors que le chef soit à peine correct et qu'orchestre, chœurs et solistes n'atteignent jamais cette grandeur épique qui caractérise Beethoven et Béjart. On oublie ces réserves dans la grande fête sociale qui nous est offerte, renouvelant les cérémonies théâtrales grecques où tous les citoyens venaient communier. Tous les éléments de ce spectacle total disparaissent au profit d'une étonnante manifestation de participation collective. Il n'y a plus de musique, ni même de danse ; nous ne sommes plus spectateurs, mais saisis par l'allégresse profonde et la beauté chaleureuse du moment, nous ressentons la signification réelle du mot fraternité. Nous retrouvons le sens des grands mots simples. Sans se connaître, impulsivement les spectateurs et les danseurs sont alors tentés de se donner la main. □

(1) Au Palais des Sports à Paris, jusqu'au 16 octobre.

(2) La contrepartie en est, hélas, le prix fort élevé des places. Ceci pose un ensemble de problèmes sur lesquels nous reviendrons prochainement.



Pic



En attendant Molière

Dominique Nores

En mettant en scène, après tant d'autres, le *Dom Juan* de Molière, Patrice Chéreau montre le heurt d'un comportement et d'une société qu'il imagine, plus qu'il ne la cerne vraiment, à partir de la seule société qu'il ait regardée fonctionner, la nôtre (1). Schématisant à l'extrême, il réduit l'appareil social au temps de Don Juan (ou de Molière ?) à deux classes (2). Une classe d'exploitants et une classe d'exploités. Son propos n'est pourtant pas une méditation sur l'histoire. Ce qu'il semble vouloir, c'est montrer l'homme Don Juan en porte à faux constant avec son entourage à cause de la particularité de ses mœurs : époux du genre humain, séduisant ou répudiant à sa guise, refusant de réduire les impératifs de

sa poursuite amoureuse à ceux, figés en dogme, de sa caste, il est rejeté par celle-ci sans pouvoir s'intégrer à l'autre classe, celle du populaire, qu'il méprise autant qu'il est méprisé d'elle. Pour Chéreau, monter *Dom Juan* c'est méditer sur un ensemble de règles de conduite qui, du temps de Molière au nôtre, n'ont pas tellement changé. Et la question qu'il pose est un : comment vivre ? Comment vivre avec ses goûts à soi et son libre tempérament dans la société cagote qui est la nôtre ?

Il est évident que la pièce de Molière souffre de n'être plus qu'une pièce-prétexte. L'image, par exemple, que Chéreau propose de Done El-

vire se roulant constamment par terre, dans des crises d'hystérie, est aux antipodes de tout ce que Molière aurait pu imaginer. Mais, ce qui est plus grave, le propos même de Chéreau, qui utilise l'œuvre de Molière à ses fins, met longtemps à s'imposer : la faute en est à Chéreau lui-même. Si grand soit par ailleurs son talent, il est un assez médiocre directeur d'acteurs. Longtemps, parce qu'il employait des semi-professionnels, mal sûrs de leurs moyens, on hésitait à le dire. Aujourd'hui où il anime des acteurs de la classe de Gérard Philipe et de Marcel Maréchal, le doute n'est plus possible. Les deux grands thèmes privilégiés par la mise en scène, l'errance perpétuelle et la généralité du mépris, s'impo-

sent sans que le jeu de ces comédiens — qui paraît alors en marge de l'essentiel — y soit pour grand chose.

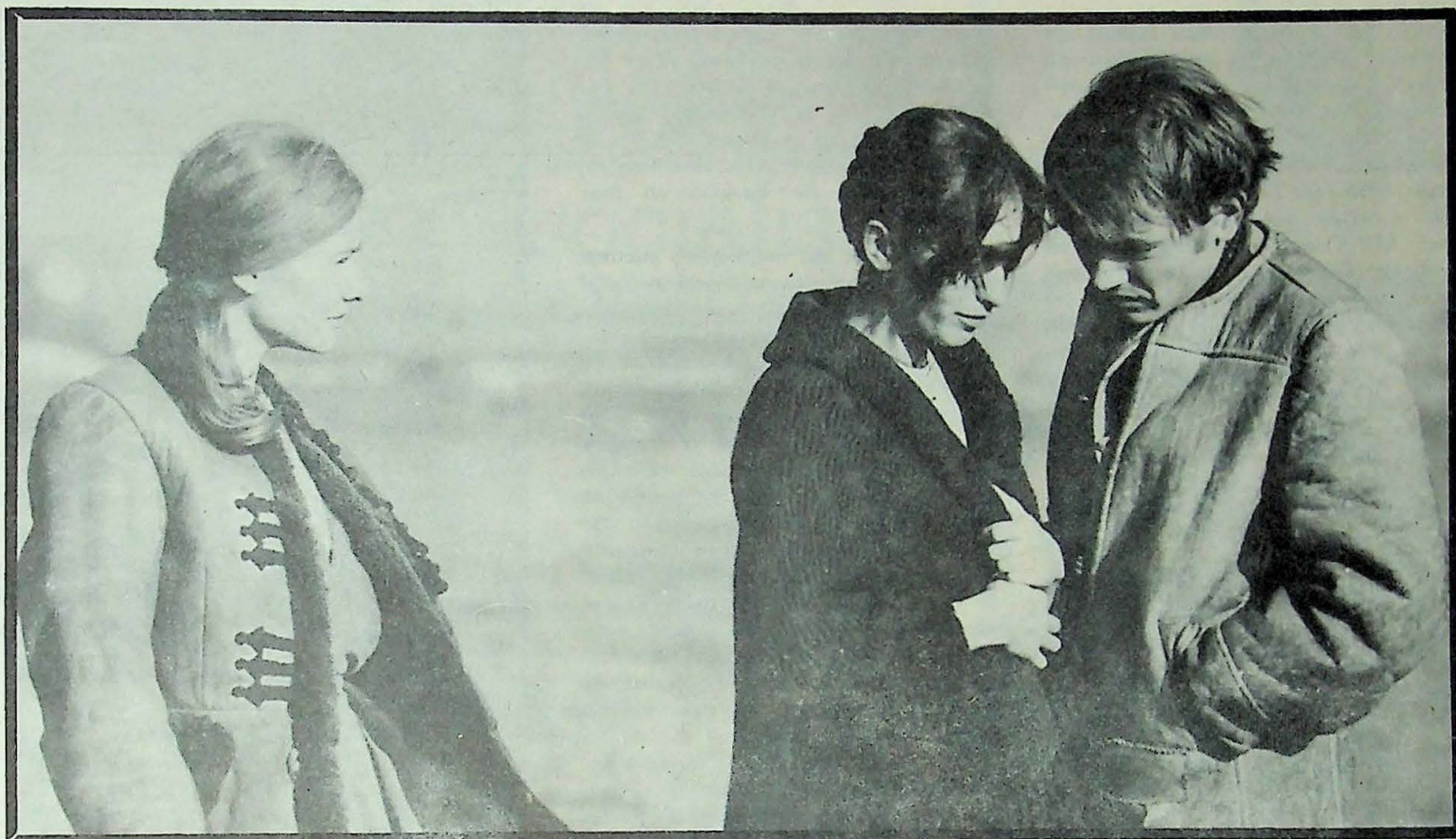
La scène dédoublée, une machine à jouer pourvue d'un plateau tournant actionné par des manipulateurs (gens du peuple donnant à voir la grimace sociale des grands) permet l'errance de Don Juan dans le déballage constant des malles, sur une terre brûlée, au milieu des ruines crayeuses tachées de rose, des colonnes tronquées réhaussées d'or. Même le repas auquel il convie le Commandeur se prend sur une table bancale, auprès de laquelle on s'attend à voir un feu de camp. Don Juan ici n'a pas où reposer sa tête. Il est de plus en butte à toutes les humiliations : pas d'être, si bas qu'il soit dans la hiérarchie sociale — fille déshonorée, paysan, domestique —, qui ne vienne littéralement cracher sur lui.

Gérard Guillaumat ne sait que faire de ces manifestations auxquelles son texte ne lui permet pas de répliquer. Seul, ignorant les libertés prises avec l'œuvre au milieu desquelles il lui faut tout de même construire son personnage, il joue tantôt un Piccoli fluet, à qui on aurait refusé l'aisance amoureuse, tantôt un Vilar privé de sa profession de foi libertine. Un moment vient pourtant où la mise en scène s'empare de lui. Acculé par les gens de sa classe (il faut qu'il épouse ou qu'il meurt), Don Juan confesse ses crimes et en demande pardon au ciel. La scène est jouée au ras du sol, et brusquement tout y passe : contrition feinte, goût d'étaler ses turpitudes. On ne sait plus s'il s'agit pour Don Juan de ruser encore pour la vie sauve, ou si, répudiant tout espoir, il ne veut plus qu'étonner, subjugué, avant le hallali, les nobles bornés par la perfection de ses vices. On pense à Gilles de Rais devant ses juges, au sujet duquel Georges Bataille écrivait : « Restait une issue effrayante, à la mesure toutefois d'un forcené. D'un désastre faire une flambée... La foule qu'atteindrait sa splendeur serait fascinée ! ».

Il y a beaucoup à redire à ce *Don Juan*, mais qu'importe ! Ce qui compte c'est que Chéreau s'aventure de plus en plus loin dans les voies qui sont les siennes. Ces voies, je les crois assez mal en accord avec notre temps. Il faudra quelque jour montrer ce qu'est réellement Chéreau : un homme de la Renaissance, égaré dans notre siècle. Il faut le laisser se retrouver, se trouver à sa guise. Pour cela, le mieux qu'on puisse faire, c'est se garder autant d'un défaut de sympathie que d'une trop générale et ruineuse complaisance.

(1) Théâtre de Sartrouville, rue Thiers, 962-42-83.

(2) Ne sachant pas où situer le bourgeois Monsieur Dimanche, il a supprimé les scènes où il paraît.



Silence et cri

Jean-Luc Pouillaude

Une plaine nue et froide. Une ferme, battue par le vent glacial, qu'habitent un paysan et deux femmes. Sur la Hongrie de 1919 s'abat la répression contre-révolutionnaire. Les paysans cachent un soldat-ouvrier poursuivi par les milices du régime. Dès lors, se tissent ces liens troubles de maître à esclave, d'opresseur à humilié que Miklos Jancso excelle à décrire et à rendre sensible dans leur cruauté.

Après « Les sans-espoirs » et « Rouges et Blancs » (voir T.S. n° 383), « Silence et cri » est le troisième volet de la geste révolutionnaire hongroise. On y retrouve ce même sens de la composition de l'image, cette attention systématique aux évolutions des personnages cernés par un paysage qui les étouffe et les renferme sur leur propre incertitude. Une photo blanche dissout les lumières et leurs reflets dans un éblouissement perpétuel.

Autour du proscrit vont se nouer et se dénouer des rapports ambigus. Des deux femmes qui veulent supprimer le fermier à l'officier blanc qui,

tout en reconnaissant qu'il a choisi définitivement son camp, ne peut s'empêcher de s'interroger sur le bien-fondé de sa « mission », le film décrit le déroulement inexorable du mécanisme de la répression. Jamais le cinémascope noir et blanc n'avait déployé un si vaste espace pour nous montrer des personnages prisonniers de leurs actes et réduits à l'impuissance. Jancso se situe cependant aux antipodes de toute psychologie. Il ne nous montre pas des caractères. Il démonte avec une sorte de rage froide un lent processus de mise à mort. Jusqu'au coup de feu final qui éclate et se répercute, écho qui se brise dans l'air glacé. □

Quelques films

LA FEMME INFIDÈLE (Claude Chabrol) avec Stéphane Audran, Michel Bouquet.

Ou « l'homme jaloux ». Exercice de style prodigieux dans la description de cet univers bourgeois et feutré où se développe cette autre plante carnivore qu'est la jalousie. Des moments splendides

de cruauté et d'ambiguïté. Le meilleur Chabrol.

L'AMOUR FOU (Jacques Rivette) avec J.-P. Kalfon, Bulle Ogier.

Il faut voir de toute urgence ce film fou sur l'amour fou, l'échec de la passion et la pesanteur du temps. Boycoter systématiquement l'éhontée version « courte » (c'est-à-dire tronquée), traficotage odieux, cuisinée par ces tenanciers du tiroir-caisse que sont les distributeurs.

GRAZIE ZIA (MERCÌ LEA) de Salvatore Samperi, avec Lou Castel, Lisa Gastoni.

Samperi est habile. Il a amalgamé « Prima della Rivoluzione » (amours d'un neveu et de sa jeune tante) avec « Les poings dans les poches » (adolescent tyrannique et obsédé). Mais voilà, un et un ne font pas toujours deux. Et le résultat est très mauvais. A voir cependant pour Lou Castel (l'acteur de Bellochio) jouant magistralement les faux infirmes et se déplaçant sur sa petite voiture à une vitesse ahurissante.

LA VIE, L'AMOUR, LA MORT (Claude Lelouch) avec Amidou, Caroline Cellier, Jannine Magnan.

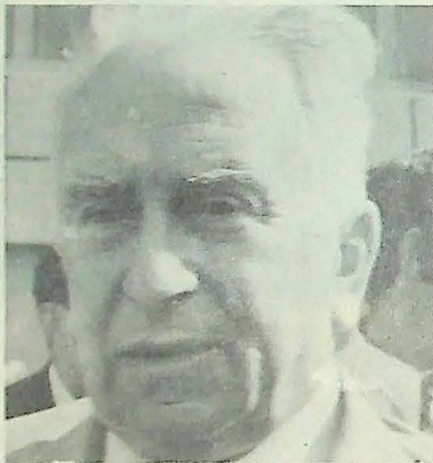
Lelouch donne désormais dans le film à thèse. Malheureusement, son réquisitoire contre la peine de mort n'est que prétexte à son imagerie traditionnelle. Pour raconter cette histoire d'étrangleur de prostituées, dénoncé par sa belle-mère sur la foi d'un portrait-robot et condamné à mort, il juxtapose maladroitement deux styles. L'histoire policière est narrée (en couleurs) sur un rythme très rapide et très sec, tandis que les scènes de prison et d'exécution sont décrites (en noir et blanc) avec une pesanteur que Lelouch voudrait bressonnaise. Mais, malgré la présence de Maître Naud et le jeu d'un excellent acteur, Amidou, Lelouch en est réduit à faire du Lelouch. C'est-à-dire à falsifier un sujet vrai en drame humanitaire et en réquisitoire bien-pensant qui feront verser une larme de crocodile aux spectateurs des Champs-Élysées. Et puis, c'est tout.

J.-L. P

Les communistes italiens au carrefour

Jean-Marie Vincent

Le Parti Communiste Italien est le plus grand parti communiste du monde capitaliste (1.500.000 membres). C'est aussi celui qui a manifesté le plus d'esprit d'indépendance et de non conformisme depuis 1956 face à l'Union Soviétique. Ne serait-ce que pour ces raisons, son XII^e Congrès à Bologne devrait retenir l'attention du mouvement socialiste international. Mais il est d'autres raisons, et en un certain sens plus fondamentales de s'y intéresser : pour la première fois depuis 1926 (III^e Congrès), le congrès de Bologne aura été précédé par un véritable débat à la base du parti. Les 109 congrès provinciaux ont en effet été l'occasion de dis-



ussions approfondies et souvent d'affrontements sévères entre courants opposés.

La voie italienne

En simplifiant quelque peu la diversité des débats, on peut dire que quatre courants se sont affrontés avec plus ou moins de rigueur. Le corps des permanents du parti s'est partagé pour l'essentiel entre un courant de droite et un courant du centre, incarnés respectivement par Giorgio Amendola et par le secrétaire général du parti Luigi Longo. La caractéristique la plus essentielle du courant de droite est de considérer que le P.C.I. n'a rien à changer dans ses structures, ses méthodes d'action et son orientation. Les VIII^e et IX^e Congrès ont corrigé les erreurs les plus graves de la période stalinienne, ils ont défini une voie italienne du socialisme passant par des alliances parlementaires et par la conquête graduelle des centres de décision. Il n'y a pas à revenir sur cet « acquit » et toute mise en question ne peut être qu'inopportune. De ce point de vue, Amendola qui se signala au moment du XXII^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. par de vives attaques contre le stalinisme se présente au-

jourd'hui très significativement comme un chaud partisan de la fin de toute polémique contre les envahisseurs de la Tchécoslovaquie, voire comme un partisan d'un compromis idéologique avec eux lors de la conférence de Moscou en mai prochain.

Le courant du centre est surtout caractérisé par sa conviction qu'il n'est pas possible de faire face à la nouvelle vague contestataire influencée par le trotskysme et le maoïsme en reprenant de vieux refrains éculés sur l'aventurisme et le gauchisme. Il entend réabsorber ces dissidences (intérieures ou extérieures au parti) par une politique de dialogue et d'ouverture. Comme la discussion est devenue courante à la périphérie du parti et comme la situation sociale elle-même favorise largement les tendances activistes, mieux vaut la discussion que les excommunications du point de vue du renom et du prestige du parti. Sur les problèmes de stratégie, les centristes ne sont séparés des droitiers que par des nuances, également partisans de la voie parlementaire du socialisme, ils insistent plus volontiers sur la nécessité d'une pression des masses pour imposer une nouvelle majorité (remplacement du centre-gauche par une majorité élargie aux communistes). Dans son rapport pour le congrès, Luigi Longo n'hésite d'ailleurs pas à chercher le dialogue avec la tendance Moro de la démocratie chrétienne dont il est vraiment difficile de dire qu'elle soit progressiste. En politique internationale, les centristes du P.C.I. concilient aussi l'ouverture et la prudence : répudiation du rôle dirigeant du P.C. de l'U.R.S.S., mais maintien de l'unité d'action avec lui (d'où la baisse de ton sur la Tchécoslovaquie).

Ingrao et les étudiants

Les deux autres courants, qu'on appelle la vieille et la nouvelle gauche, sont beaucoup moins marqués par les préoccupations tactiques de continuité de l'appareil ou de tranquillité de la vie intérieure du parti. Pour l'essentiel ils se déterminent en fonction de trois ordres de phénomènes ; l'invasion de la Tchécoslovaquie, le mouvement révolutionnaire de mai 1968 en France, l'extraordinaire fermentation sociale de l'Italie du début de 1969. Pour eux toute l'orientation stratégique du parti doit être révisée. En premier lieu, l'U.R.S.S. ne peut plus servir de référence au mouvement ouvrier international puisqu'elle se dévoile comme une puissance conservatrice qui n'hésite pas



A.F.P.

à fouler aux pieds les principes de l'internationalisme socialiste. Sa stratégie de coexistence pacifique devient elle-même suspecte dans ce contexte. N'est-ce pas finalement l'attachement au statu quo à l'échelle mondiale qui l'inspire fondamentalement, au détriment du combat socialiste dans les pays encore dominés par le capitalisme ? Par ailleurs la combativité extraordinaire des ouvriers et des étudiants italiens, inspirée pour une large part par l'exemple français ne doit-elle pas amener à remettre en question l'alternative parlementaire au régime actuel du centre-gauche ? L'idée de la Révolution n'est-elle pas finalement une idée neuve, une idée à redécouvrir ? Les critiques de gauche ne donnent naturellement pas tous les mêmes réponses à ces interrogations. Entre la « vieille gauche » qui s'était battue au congrès précédent autour de Pietro Ingrao et « la nouvelle gauche » des jeunesse communistes et du mouvement étudiant, il y a souvent des divergences importantes, par exemple sur le point de savoir si le P.C.I. peut encore être redressé. Mais dans les batailles préparatoires au congrès, dans les cellules, les sections, les fédérations, ces différences sont apparues comme secondaires devant la nécessité de faire front contre les réactions du centre et de la droite.

Un débat fondamental

En effet, la majorité des cadres dirigeants du parti a été effrayée par l'ampleur de la contestation et alarmée par les difficultés que rencontreront des leaders en vue comme Gian Carlo Pajetta et Giorgio Amendola dans leurs fiefs respectifs. Elle

eut en conséquence tendance à se raidir et à limiter les concessions aux courants oppositionnels en cherchant au maximum à empêcher l'élection de délégués contestataires au congrès national. Luigi Longo lui-même, comme le montre son rapport, est passé sur des positions de centre-droit même s'il maintient sa condamnation du monolithisme. En un certain sens, il est même à craindre que les débats qui se déroulent à Bologne au moment où cet article est écrit perdent une partie de leur intérêt. La restriction de la représentation de la gauche à une proportion bien en deçà de ce qu'elle est à la base du parti, les accords déjà passés entre les plus hauts dirigeants pour le vice-secrétariat général (Berlinguer qui sera ainsi le dauphin de Longo) et la direction nationale, l'élimination presque certaine des éléments les plus critiques du comité central (Rossana Rossando, Aldo Natoli, etc.), tout cela ne laisse évidemment pas augurer un véritable renouvellement. Il reste que devant tous les travailleurs d'Italie le congrès posera, pour la première fois depuis longtemps, de vrais problèmes et qu'un certain nombre de tabous chers aux esprits religieux du mouvement communiste seront ouvertement violés. Au delà du bien décevant rapport de Luigi Longo (décevant par son eclectisme et par son manque d'imagination créatrice), les textes des congrès provinciaux, les tribunes libres préparatoires au congrès, et sans doute quelques interventions au congrès lui-même alimenteront un débat passionné qui n'est pas prêt de s'éteindre. En ce sens là le congrès de Bologne marquera peut-être une étape importante pour tout le mouvement ouvrier européen.